

LE DEVOIR

VOL. XC - N° 85

MONTRÉAL, LE MARDI 20 AVRIL 1999

87c + TAXES = 1\$ / TORONTO 1\$

PERSPECTIVES

Regardez les Rangers

Les bras sont meurtris. Le flambeau ne flambe pas. Des vacances qui se respectent ne commencent pas le 17 avril au soir, du moins pas à Montréal, où tout le monde semble avoir frais à l'esprit les dynasties d'autrefois et carburer au bon vieux temps, quand y en avait des faciles.

Au cas où vous seriez rentré de l'Antarctique hier, le Canadien de Montréal ne participera pas aux séries éliminatoires cette année. Pas de coupe avant le troisième millénaire, à moins qu'il ne commence vraiment qu'en 2001 (on ne sait plus trop). Une saison de 32 victoires, 39 défaites et 11 bonnes nulles, le 11^e rang dans l'Est, la deuxième pire attaque de la ligue. Ce n'est pas la fin du monde, mais à Montréal...

Hier après-midi, dans les hauteurs du Centre Molson, une réunion a eu lieu ayant pour thème l'autopsie du corps encore chaud. Réjean Houle, Alain Vigneault et la presse sportive montréalaise, vous savez celle qui n'est pareille à nulle autre, tous confirmés dans leurs fonctions actuelles. À la clé, les questions de l'heure, qui sont aussi celles de l'humanité depuis l'avènement de la station debout. Pourquoi? Comment?

Pourquoi? Pourquoi le Canadien, après avoir atteint les quarts de finale en 1998, a-t-il échoué de façon si lamentable, du latin *lamentabilis*, qui provoque la tristesse un peu comme la mort d'un être cher? On retrouvait pourtant,

grosso modo, les mêmes joueurs, les mêmes entraîneurs, la même direction, le même système de jeu, le même amphithéâtre, le même uniforme, les mêmes journalistes, le même monde qui appelle aux mêmes tribunes téléphoniques. Alain Vigneault a répondu qu'avec le même système, on était passé de la cinquième meilleure attaque de la ligue aux bas-fonds. «Ce qui est arrivé, c'est qu'on n'a pas marqué.» Et chacun sait que si on ne marque pas, le mieux que l'on puisse espérer c'est 82 matchs nuls de 00.

Pourquoi n'a-t-on pas marqué? Ça se complique. Il y a eu, au départ, des problèmes de cohésion. Des joueurs ayant des différends contractuels se sont présentés en retard. «La saison s'est jouée en septembre-octobre. On n'a pas été en mesure de former un tout», a dit Vigneault, et après «la boule de neige a tourné et on n'a pas réussi à trouver une façon de s'en sortir».

Qui dit cohésion dit leadership pour se sortir de la boue. Or il appert que le départ à la retraite du vétéran gardien Andy Moog, l'été dernier, a fait mal. La moitié des joueurs ont parlé de Moog à l'entraîneur, disant regretter leur «parrain». Mais le leadership n'explique pas tout, a rappelé Réjean Houle: regardez les Rangers. Gretzky s'est retiré sous cent mille tonnes d'éloges, ils ont aussi

Brian Leetch et Mike Richter et Adam Graves, mais ils ne sont pas plus dans les séries que vos favoris.

Manque de passion, de cœur au ventre, comme un détachement des vicissitudes de l'existence sur cette terre? On en a fait souvent le reproche aux p'tits gars. Vigneault a accepté le blâme. «J'ai ma part de responsabilité. J'ai sous-estimé la dynamique de groupe.» Mais s'il a réitéré la nécessité de réexaminer «l'environnement» des joueurs, il a aussi tenu à dire que les médias n'étaient pas responsables de la déconfiture des ses ouailles. Dommage. On aurait bien aimé l'entendre dire le contraire, le flambeau aurait peut-être flambé.

Les joueurs se seraient-ils assis sur leurs gros contrats? «L'argent joue un rôle considérable dans le hockey d'aujourd'hui», a dit Vigneault. Les joueurs des années 1990 ne se comparent pas aux joueurs du passé, mais regardent ce qui se passe dans les 27 villes de la ligue. L'argent change tout le monde, et les joueurs ne font pas exception.

L'argent, encore lui. Déjà que Montréal n'a ni le climat ni le taux d'imposition de la Floride... Mais l'argent n'explique pas tout, a rappelé Réjean Houle: regardez les Rangers. Ils ont l'une des plus grosses masses salariales du hockey, sinon la plus grosse, et ils ne sont pas plus dans les séries que vos favoris. Le Canadien, lui, avait la 11^e du circuit. De toute manière, a dit Houle, une fois qu'un joueur a signé, il veut être heureux et seul un bon rendement peut lui apporter le bonheur. Les gros contrats ne sont donc pas un facteur de compréhension du mal qui ronge la Flanellette.

Faut-il donc en déduire que lorsque Ronald Corey soutient que le Canadien ne pourra pas survivre si la sale gueule du fisc continue de se pointer chez lui, il ne dit pas tout?

Comment, maintenant. Comment améliorer la situation? D'abord laisser passer la déception, prendre du recul, passer au peigne fin la situation. «Il faut changer des joueurs, mais il ne faut pas faire des changements trop importants», a dit Houle. Pas question de vider l'équipe et de repartir à zéro avec des jeunes et des choix au repêchage. Le peuple de Montréal n'accepterait jamais la misère prolongée. Il veut toujours gagner, il ne connaît que ça. Ce sera donc le combo «bons jeunes et vétérans». Mais avec les jeunes, il faudra être patient.

Que voudrait M. Houle pour Noël, mais de préférence avant? «Un rassembleur qui va permettre d'avoir une chimie d'équipe.» Genre Raymond Bourque, lui-même sur le point d'être nobélisé. La chimie, on le sait, est la science sportive de l'avenir.

C'est ce qui est écrit dans mon livre à moi.



MONTRÉAL
Notre-Dame-de-Grâce: la Ville entre l'arbre et l'amende, page A 3

POLITIQUE
Léonard: pas de cadeau pour les infirmières, page A 4



IDÉES
La chronique de Chantal Hébert: Babar au pays des dauphins, page A 7

Bain de soleil



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

ÉTAIT-CE son avis d'expulsion que ce Montréalais avait finalement eu la bonne idée d'ouvrir et de lire? Ou les plans d'agrandissement de la salle de bain envoyés à la dernière minute par le propriétaire? Chose certaine, le «baigneur» a dû faire bien des jaloux en donnant sa version personnelle du jacuzzi.

DOSSIER ÉDUCATION

Le petit écran fait-il de l'ombre à la famille?

Qu'on le veuille ou non, la télé est un membre de la famille avec lequel les parents sont forcés de composer, tant bien que mal. Encombrante, elle force les adultes à s'affirmer, à contrôler, à censurer, bref à exercer leur autorité. Car il en va de leur conception de la vie familiale.

PAULE DES RIVIÈRES
LE DEVOIR

«**L**e midi, la télévision, elle est fermée». Au moment même où cette mère clarifie les limites de l'écoute de la télé, sa fille de 11 ans, de retour de l'école pour le lunch, dévore son sandwich devant une bande dessinée de Télétoon.

Illustration de parents qui se donnent bonne conscience avec des règles qu'ils abandonnent trop facilement? Pas pour André Caron, chercheur à l'Université de Montréal. «Les règles existent et elles sont l'objet de constantes négociations. Le parent produit des normes et établit des habitudes. Mais les règles et les pratiques constituent une dynamique en mouvement», dit-il.

Jamais neutre, la télévision est l'outil culturel le plus utilisé dans le monde. Et les Québécois ne font pas exception. Les jeunes y puisent leurs références, les adultes l'utilisent pour mesurer leur autorité, dans un contexte complexe où l'interdiction est une arme à double tranchant.

André Caron, qui dirige le groupe de recherche sur les jeunes et les médias à l'Université de Montréal publiera sous peu une recherche sur la place de la télévision dans la vie quotidienne. Il a transmis au *Devoir* la première version de ses résultats, qui auront sous peu une contrepartie italienne, une chercheuse de Bologne ayant effectué une recherche semblable autour du petit écran.

Pour une rare fois, donc, une étude sur la télé ne porte pas tant sur le contenu des émissions — un peu tout de même — que sur le rôle du petit écran dans l'organisation de la famille. «L'écoute de la télévision devient un organisateur de la vie quotidienne. La journée s'organise, se structure autour de l'écoute d'émissions et permet, par contraste, d'accroître l'importance de certaines activités...»

Tu peux écouter la télé après avoir fait tes devoirs... Tu fermes la télé et tu viens manger avec le reste de la famille», explique André Caron. Les repas sont en effet un bon exemple. Ils sont vus, à plusieurs endroits comme des moments privilégiés entre les membres d'une famille et c'est par le processus de mise en opposition des repas et de la télévision que les repas prennent de la valeur.

«Pour établir une hiérarchie des activités quotidiennes et mettre en valeur la dimension relationnelle, on oppose à la notion de repas en famille quelque chose d'autre: la télévision.»

Une véritable théorie de la famille s'articule autour de la télé, en ce sens qu'il faut déterminer ce qui est bon et ce qui ne l'est pas, le degré d'autonomie des enfants et celui d'autorité des parents, etc.

Les chercheurs de l'Université de Montréal ont privilégié «l'entrevue semi-dirigée», auprès de familles de classe socio-économique moyenne. Chaque famille comptait deux adultes et la plupart des enfants étaient âgés de 10 à 13 ans.

«Que regardes-tu à la télé», demande le chercheur à un garçon qui a presque 13 ans. «Je regarde des films. Comme Alien, la résurrection. Mon père et ma mère ne voulaient pas que je l'écoute». «Puis, tu as regardé quand même?» «Oui... c'est le fun. Il y a plein de sang... c'est comme si ça avait été 18 ans et plus, mais c'était indiqué 13 ans et plus... Il est bon le film, c'est pas comme un film d'amour... Ça c'est assez plate... un film vécu, ça c'est plat. C'est comme si tu écoutais ta vie.» L'identité du jeune garçon se précise ainsi, par rapport aux adultes mais aussi à sa sœur qui privilégiera autre chose.



VOIR PAGE A 8: PETIT ÉCRAN

■ Qu'est la télévision éducative devenue?, page B 1

Débat sur l'identité québécoise

Le Bloc fait déjà des vagues

MANON CORNELIER
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

Le Bloc québécois voulait déclencher un débat sur l'identité québécoise. Tout annonce qu'il sera servi, à Ottawa comme au Québec. L'utilité de l'exercice ne fait toutefois pas l'unanimité, même au sein du mouvement souverainiste.

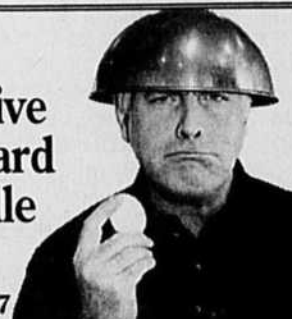
Le président de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, Guy Bouthillier, a lancé la première salve hier. «Qui est Québécois, qui ne l'est pas. Ça m'apparaît une question bien typiquement canadienne, une perte de temps très dangereuse et propice à créer des divisions», a-t-il confié en entrevue hier.

VOIR PAGE A 8: BLOC

IDÉES

Contre-offensive de Daniel Pinard dans la bataille de l'œuf

■ À lire en page A 7



Les frappes vues de Sarajevo

Comment réagit-on en Bosnie-Herzégovine aux frappes de l'OTAN en Serbie? On se tient coi. Et on va faire renouveler son passeport. De peur que le cauchemar de la guerre dont on sort à peine ne recommence.

GUY TAILLEFER
LE DEVOIR

Du sommet du mont Sedrenik, à cinq kilomètres de Sarajevo, on entend très bien les bombes occidentales tomber sur la Yougoslavie de Slobodan Milosevic depuis trois semaines. Ces détonations, elles donnent froid dans le dos aux Bosniaques. Car elles réveillent le souvenir récent d'une guerre qui a fait, de tous les côtés des frontières ethniques, plus de 200 000 victimes entre 1992 et 1995.

Sarajevo, la capitale bosniaque, est à huit petites heures de route de Belgrade, et à plus ou moins six heures du Monténégro. Aussi la guerre en République yougoslave est-elle d'une inquiétante proximité, qu'un rien pourrait à tout moment faire «déborder». D'autant que la Bosnie, quatre ans après la fin de «sa» guerre, est toujours un pays ravagé dont les accords de paix de Dayton, signés en novembre 1995, sont loin d'avoir ressoudé les communautés musulmane, croate et serbe. Tout le contraire, disent bien des observateurs, de l'intérieur comme en périphérie, qui estiment plutôt que ces accords n'ont en vérité qu'institutionnalisé la logique de partition créée par une guerre qui, à ses heures les plus noires, a forcé trois millions de personnes à prendre la fuite — les trois quarts de la population. Avec le résultat que la Bosnie n'a pour le moment de multiethnique que les lointaines apparences. Et que si tiennent ces apparences, c'est en grande partie parce que environ 30 000 soldats de l'OTAN y sont toujours stationnés.

VOIR PAGE A 8: SARAJEVO

■ Belgrade boucle plusieurs frontières, page A 5

Les taxes du Centre Molson

Faut-il déduire la valeur du Canadien?

KATHLEEN LÉVESQUE
LE DEVOIR

La Ville de Montréal et la Communauté urbaine de Montréal contestent la compétence du Tribunal administratif du Québec à juger du calibre du Club de hockey Canadien, qui représenterait l'essentiel de la valeur du Centre Molson, selon ses propriétaires.

Lors de la reprise hier des audiences devant le Tribunal administratif du Québec (TAQ), l'avocat représentant la Ville, Pierre Brunet a plaidé que le TAQ ne peut être appelé à juger autre chose que la valeur foncière de l'immeuble en cause, soit le Centre Molson. Les prétentions de la plaignante reviennent à juger des forces et des faiblesses du Canadien, estime M^e Brunet.

«Vous devrez devenir des hommes de hockey», a déclaré M^e Brunet en s'adressant aux deux commissaires devant trancher ce délicat dossier.

VOIR PAGE A 8: CANADIEN

MÉTÉO

Montréal Ciel variable. Max: 13 Min: 4
Québec Ciel variable. Max: 11 Min: 3

Détails, page B 5

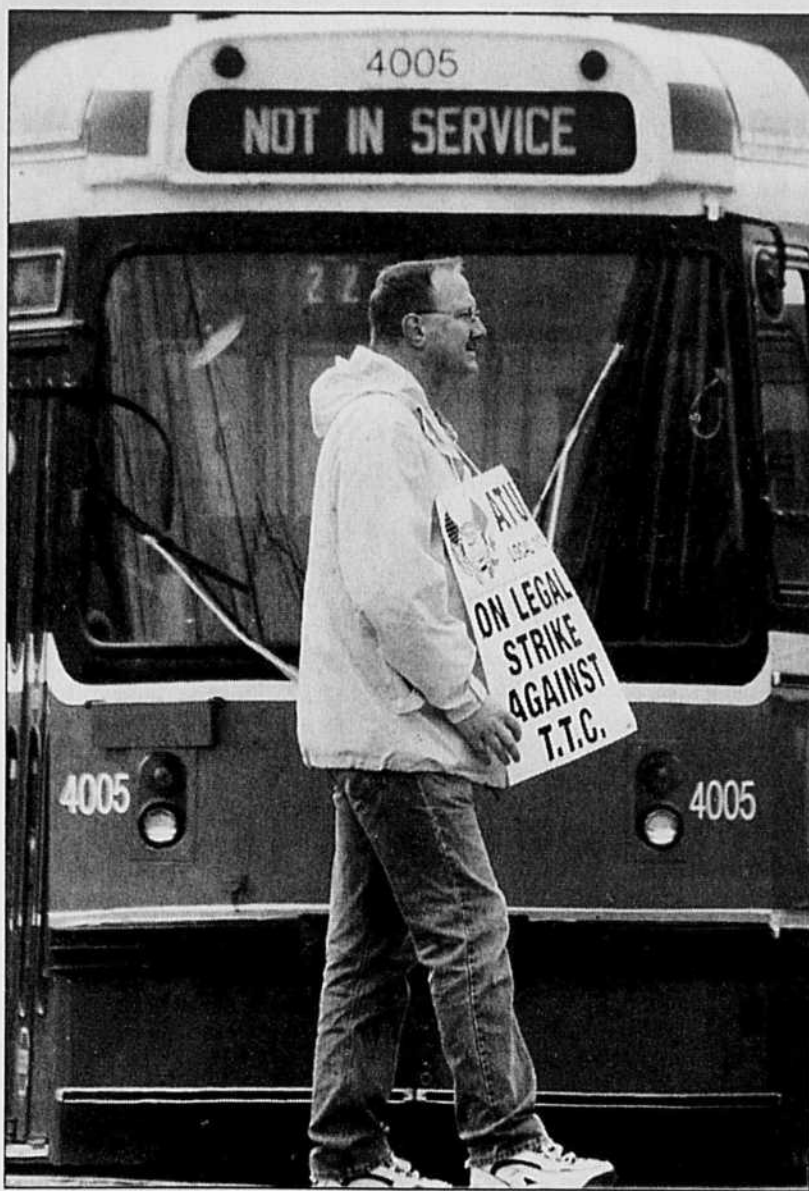
INDEX

Annonces..... B 6	Le monde..... A 5
Avis publics..... B 5	Les sports..... B 6
Culture..... B 7	Montréal..... A 3
Économie..... B 3	Mots croisés... B 5
Éditorial..... A 6	Politique..... A 4
Éducation..... B 1	Télévision..... B 7

www.ledevoir.com



LES ACTUALITÉS



La grève des 7800 employés de la Commission de transport de Toronto prive 800 000 utilisateurs de leurs tramways, autobus et métros.

ANDY CLARK REUTERS

Grève des transports à Toronto

Harris veut légiférer

Toronto (PC) — Des milliers de personnes ont dû se débrouiller sans métro, tramway ou autobus, hier à Toronto, au premier jour d'une grève générale des transports en commun. Mais le premier ministre Mike Harris a indiqué qu'il comptait rappeler d'urgence l'Assemblée législative pour faire adopter une loi spéciale imposant le retour au travail des 7800 travailleurs.

Bien des habitués du transport en commun se sont levés quelques heures plus tôt hier pour éviter la cohue causée par l'afflux de 800 000 personnes tentant de se rendre au centre-ville par leurs propres moyens.

Les principales voies rapides et les grandes artères de la ville étaient plus congestionnées qu'à l'habitude. Certains conducteurs, s'étant retrouvés dans des embouteillages et désespérant de se rendre à temps au bureau, ont abandonné leurs véhicules un peu partout, parfois sur des voies réservées aux véhicules d'urgence et devant des entrées de garage. À mesure qu'on remorquait les véhicules fautifs, d'autres voitures prenaient leur place dans les minutes suivantes, a affirmé la police.

Plusieurs résidents de secteurs voisins du centre-ville ont chaussé les chaussures de sport et d'autres ont sauté sur leur vélo pour se rendre au travail.

Certaines entreprises, plus polyvalentes, avaient demandé à leurs

employés de recourir au covoiturage avec des amis ou des collègues.

La grève était à peine déclenchée que le premier ministre Harris a annoncé qu'une loi imposant le retour au travail des grévistes était la seule façon de faire fonctionner de nouveau le réseau de transport en commun.

«*Ils ne sont pas prêts à retourner à la table dans les conditions présentes*, a dit M. Harris. *Il m'apparaît clair qu'il s'agit d'un conflit qui devra vraisemblablement être résolu par un arbitre, et cela requiert une législation.*»

En vertu des règlements, l'Assemblée législative provinciale peut être rappelée dans les 24 heures si les trois partis en conviennent. Les libéraux ont indiqué qu'ils appuyeraient le rappel de l'Assemblée législative, sans s'engager à appuyer la loi de retour au travail. Le Nouveau Parti démocratique pesait encore sa position, hier après-midi.

Si l'opposition collabore, le projet de loi imposant le retour au travail pourrait être adopté en une journée. Sans l'appui des libéraux et du NPD, cela pourrait prendre des semaines.

Howard Moscoe, le président de la Commission des transports de Toronto, a soutenu qu'une telle législation n'est qu'une solution de fortune, qui ne règlera en rien le réel problème, c'est-à-dire le sous-financement. En l'absence d'une véritable solution, a-t-il prévenu, «*nous allons continuer à avoir des conflits de travail, des systèmes qui tombent en pièces.*»

La fromagerie HAMEL
220 est, JEAN-TALON, MONTRÉAL
... ET TROIS AUTRES SUCCURSALES
TÉLÉPHONE : (514) 272-1161

FROMAGER AFFINEUR

plus de 400 variétés de fromages!
(dont 150 au lait cru)

Internet : www.hamel.qc.ca

Oxfam-Québec en Macédoine

Les réfugiés occupés à tenir le coup

Les Québécois ont envoyé 175 000 dollars

CAROLINE MONTPETIT
LE DEVOIR

Il arrive de nouveaux réfugiés tous les jours dans les camps de fortune qui se sont établis en Macédoine. Et si l'aide internationale est massive, les besoins sont très urgents. C'est ce dont témoignait hier André Charlebois, envoyé d'Oxfam-Québec dans les camps de réfugiés kosovars en Macédoine. À ce jour, les Québécois ont envoyé 175 000 \$ à Oxfam-Québec. Cet argent s'est ajouté à celui généré par le réseau d'Oxfam à l'échelle internationale. M. Charlebois s'est rendu en Macédoine mercredi dernier pour rendre compte des contributions d'Oxfam au bien-être des réfugiés. Il en reviendra cette semaine.

Ainsi, dit-il, les camps de Brazda et à Stankovic, deux camps situés à proximité de Skopje, les réfugiés sont approvisionnés en nourriture, en eau potable et en latrines. La nourriture fournie aux réfugiés par l'aide interna-

tionale est généralement précuite, et arrive en paquets préemballés. L'eau potable est fournie par Oxfam grâce à un système de traitement sophistiqué. Les latrines sont disponibles même si elles ne sont pas utilisées, systématiquement, par tout le monde, ce qui pose des problèmes d'hygiène.

Trafic

Les denrées rares comme les piles, qui aident à écouter la radio à ondes courtes, et les cigarettes, sont désormais l'objet d'un trafic entre les réfugiés. À Brazda, dit-il, 35 000 réfugiés se sont entassés dans des abris de fortune, sur la piste d'atterrissage mise à leur disposition. À Stankovic, environ un kilomètre plus loin, c'est quelque 10 000 réfugiés qui campent sans savoir ce qu'il adviendra d'eux. À Tetovo, non loin de là, quelque 35 000 réfugiés sont hébergés dans les familles d'accueil. La nourriture vient de différentes agences humanitaires, et chacun des camps est géré par une

agence ou un organisme différent. «*Ils sont en état de choc*», raconte M. Charlebois, au sujet des 117 000 réfugiés qui ont trouvé asile en Macédoine. Certains ont vu des gens mourir. À l'heure actuelle, dit-il, ces deux camps ne sont pas officiellement reconnus par le gouvernement de la Macédoine. En principe, donc, ces réfugiés sont en transit. Tous les jours, des bus entiers, à deux étages, prennent le chemin de l'Allemagne et de la Turquie, ou les réfugiés vont chercher plus de sécurité.

La population macédonienne n'est d'ailleurs pas toujours très accueillante avec les étrangers, souligne M. Charlebois. En tout, elle ne compte que 23 à 30 % d'Albanais. Les expatriés travaillant pour des ONG ont par exemple été avertis de ne pas se promener au centre-ville, alors qu'on y organisait une manifestation anti-OTAN. Pour leur part, la majorité des réfugiés kosovars semblent favorables à l'intervention de l'OTAN au Kosovo.

«*L'affluence dans les camps de réfugiés a commencé il y a environ deux semaines. Les réfugiés sont inquiets pour leurs parents, ils ne sont pas toujours tous ensemble dans les camps. Des organismes comme Save the Children et la Croix-Rouge font du repérage, il y a des enfants qui ont perdu leurs parents*», dit-il.

Ces séparations, dit-il, surviennent souvent lorsqu'ils traversent la frontière. Les familles ne sont pas toutes dans les mêmes bus. Certains bus sont arrêtés par les autorités serbes, retenus pendant de longs moments.

Mais la majorité des réfugiés kosovars demeure en Albanie ou M. Charlebois n'a pas pu se rendre parce qu'on y a limité les vols d'avions.

L'Albanie a en effet offert son espace aérien à l'OTAN, et les vols commerciaux y sont limités. Quant aux nouvelles de l'intérieur du Kosovo, elles sont rares, mais les échos veulent que la province soit à feu et à sang.

Concentration dans la distribution alimentaire

Le comité de vigilance plaît

LE DEVOIR

L'Association des manufacturiers de produits alimentaires du Québec se réjouit de la mise en place d'un comité de vigilance au début de mai prochain par le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, Rémy Trudel.

«*Nous sommes prêts à travailler avec les différents partenaires de l'industrie bioalimentaire québécoise afin d'assurer que la valeur ajoutée des investissements économiques et de la création d'emplois demeure au bénéfice du Québec*», affirme Jacques Légaré, président directeur général de l'association. Rappelant que le phénomène actuel de concentration dans la distribution alimentaire constitue une première historique pour le Québec, M. Légaré conclut qu'il est urgent d'agir efficacement pour le bien des PME et des grandes entreprises œuvrant au Québec.

Dans son édition d'hier, *Le Devoir* faisait état des préoccupations du gouvernement, des producteurs et des transformateurs, alors que certains producteurs ont perdu leur contrat d'approvisionnement chez Provigo depuis l'acquisition de cette chaîne par le géant Loblaw. Il y a aussi prise de contrôle du groupe Oshawa et de ses bannières IGA Boniprix par le groupe Sobey's.

Devant cette situation, le gouvernement, comme le disait hier encore M. Trudel, veut adopter une attitude pro-active et chercher à maximiser les retombées qui pourraient découler de ces investissements faits au Québec par des firmes non québécoises. Le gouvernement se dit prêt à aider les producteurs qui pourraient devenir des fournisseurs habituels de ces chaînes, non pas par des subventions, mais par l'entremise d'investissements de la part de Soquia, qui fait désormais partie de la Société générale de financement.

La perchaude ne sera pas épargnée au lac Saint-Pierre

LOUIS-GILLES FRANCOEUR
LE DEVOIR

La décision prise par le ministre responsable de la Faune et des Parcs, ainsi que des Transports, Guy Chevrette, de reporter de 18 jours la date traditionnelle d'ouverture de la pêche commerciale à la perchaude au lac Saint-Pierre ne protégera finalement pas cette espèce.

En effet, les pêcheurs commerciaux du lac ont commencé à pêcher dimanche alors que les activités de frai n'avaient pas encore démarré, ce qui indique que les poissons vont être, une fois de plus, capturés avant d'avoir pu se reproduire, une des raisons principales du déclin de cette espèce jugée parmi les plus abondantes du Saint-Laurent dans le passé.

Ce n'est qu'hier, a indiqué au *Devoir* le biologiste Yves Mailhot, que les premiers signes du frai sont apparus chez les perchaudes alors que la pêche commerciale venait de débuter.

Cette affaire divise la Mauricie depuis des années: les pêcheurs sportifs demandant l'arrêt ou le report de la pêche commerciale en raison du déclin de la perchaude.

Les commerciaux accusent pour leur part les sportifs d'avoir eux aussi fortement contribué au déclin de l'espèce en alimentant un véritable marché noir de la perchaude dans la région de la célèbre gibelotte des îles, dont la

perchaude constitue un ingrédient privilégié.

Pour la première fois cette année, Québec reportait la date traditionnelle de l'ouverture à la pêche commerciale, du 1er avril au 18 avril. Mais la décision du ministre Chevrette d'ouvrir la pêche sportive seulement le 7 mai, trois semaines après l'ouverture de la pêche commerciale au lieu de mettre les deux groupes sur le même pied, a été interprétée dans les rangs des sportifs comme une gémulation de sa part devant le puissant lobby commercial.

Les pêcheurs commerciaux ont convaincu le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPA) de financer une étude tout au long du mois d'avril pour établir avec précision le début des activités sur les frayères, un phénomène pourtant déjà abondamment documenté par les spécialistes de la faune. Les pêcheurs commerciaux étaient convaincus que cette étude démontrerait que leur pêche pouvait commencer plus tôt sans altérer le mécanisme de reproduction.

Or ce n'est que samedi qu'un premier signe de frai a été noté et sur un seul poisson, a expliqué le biologiste Mailhot: «*C'est un fait que la période de reproduction ne fait que commencer sur la rive-sud, là où elle survient généralement plus tôt que sur la rive nord. Le report de la date d'ouverture de la pêche ne protégera pas les géniteurs, du moins cette année*», a-t-il expliqué.

Finances et fiscalité locales

La Commission Bédard ne fera pas que des heureux

Québec — Les attentes sont grandes, mais les recommandations de la Commission nationale sur les finances et la fiscalité locales, qui seront rendues publiques aujourd'hui, risquent de décevoir.

Chez les intéressés, ce soit à l'Union des municipalités régionales de comté ou à la Fédération des commissions scolaires du Québec, les préoccupations étaient telles, hier, qu'il est facile de prédire que la Commission Bédard ne fera pas que des heureux.

Hier, à l'UMRCQ on a été prompt à rappeler et à ressortir les arguments voulant que les municipalités régionales s'attendent à ce que le gouvernement renonce, avant toute chose, à une mesure budgétaire déjà comptabilisée dans ses revenus, soit un transfert de factures et de responsabilités totalisant 375 millions de dollars pour l'an 2000.

Jusqu'à maintenant, les élus du monde municipal n'ont pas obtenu du gouvernement qu'il rappelle la loi 173 de 1997 instituant le fonds spécial de financement des activités locales et modifiant la Loi sur la fiscalité municipale, adoptée, justement, afin de récupérer 750 millions du milieu municipal pour atteindre le déficit zéro.

Les informations recueillies jusqu'ici par les élus municipaux sur d'éventuelles recommandations de la Commission Bédard ne laissent en rien présager qu'elle ira dans leur sens et ne se pliera pas à un article explicite de son mandat l'incitant «*à tenir compte de la volonté gouvernementale d'assainir les finances publiques sans augmenter le fardeau fiscal des contribuables.*»

Il n'est surtout pas question pour les municipalités qu'elles acceptent que le rapport fasse en sorte qu'on leur impose des fusions. Comme l'a souligné la présidente de l'UMRCQ, Jacinthe B. Simard, la question des fusions n'a rien à voir avec le mandat de la commission. «*L'enjeu, a-t-elle indiqué, est le développement économique de chacune des régions du Québec et la réduction du fardeau fiscal des contribuables.*»

Dans le milieu scolaire les préoccupations sont différentes. La FCSQ veut voir maintenu son droit d'imposer des taxes aux contribuables locaux pour les services rendus par les commissions scolaires. Elles estiment qu'elles devront bénéficier d'une véritable marge de manœuvre pour répondre aux besoins locaux.

Dans son mémoire présenté devant la Commission en septembre 1998, la FCSQ a demandé une mise à jour de la formule de péréquation, l'abolition du plafond de l'impôt foncier et le retrait de la formule référendaire pour la taxation.

Elle exigeait aussi que la loi et les règlements soient amendés de façon à ce que la commission scolaire «*ait l'entière responsabilité de la prise de décision sur les activités financées par les revenus autonomes.*»

Par ailleurs, les Commissions scolaires ont carrément indiqué qu'elles n'accepteraient d'aucune façon que l'administration des équipements scolaires soit confiée aux municipalités. Pour elles, «*cela créerait une iniquité entre les contribuables et relèguerait les besoins éducatifs au second plan.*»

LE JET SEPT-ÎLES SANS ESCALE. LE SEUL. L'UNIQUE.



Nous sommes fiers de vous présenter le nouveau service de jet matinal Montréal - Sept-îles. Parce que c'est le seul. Parce qu'un petit déjeuner chaud, 6 000 mètres au-dessus du fleuve, c'est bien. Et parce que vous méritez le confort de la classe affaires et le privilège d'être les premiers à destination. Air Nova/Air Alliance. On se comprend.



airNova
airAlliance

07 h 05 (jet sans escale) 8 h 17 h 18 h

LE DEVOIR

MONTREAL

Tout un boisé abattu à la sauvette à Notre-Dame-de-Grâce

La Ville entre l'arbre et l'amende

Le promoteur Gescor risque une peine maximale de 600 \$



ARCHIVES LE DEVOIR

Déjà dans la rue en janvier...

Conflit à Bell Canada

Injonctions pour limiter les piquets de grève

PRESSE CANADIENNE

Le syndicat représentant les téléphonistes et techniciens de Bell Canada s'est vu signifier, hier après-midi, des injonctions limitant les piquets de grève devant certains édifices appartenant à Bell et lui interdisant d'injurier, importuner ou intimider ses employés.

En entrevue, le vice-président québécois du syndicat Réjean Bercier a dit craindre que des mécontents ne voient dans cette injonction qui les brime «une occasion de chercher revanche».

Le porte-parole de Bell Louis Arsenault a confirmé que Bell a obtenu une injonction parce que les allées et venues des cadres qui remplacent les téléphonistes et techniciens en grève étaient devenues trop difficiles.

Les injonctions limitent les piquets de grève autour de deux bureaux centraux de Bell, le 87, rue Ontario et le 671, La Gauchetière, à Montréal. Elle interdit aussi d'injurier, importuner ou intimider les employés qui entrent dans ces édifices.

De son côté, M. Bercier, du Syndicat des communications, de l'énergie et du papier (SCEP), dit craindre que «les esprits ne deviennent échauffés» à cause de ces injonctions qui brimeraient des droits.

«Des personnes portées au découragement ou des personnes qui ne seraient pas des grévistes» pourraient, dit M. Bercier, voir dans cette injonction «une occasion de chercher revanche» par d'autres moyens.

S'ils voient que l'employeur peut faire entrer et sortir des employés de remplacement à sa guise, pendant que le «piquetage» des grévistes n'a «plus aucune portée», certains pourraient croire «qu'ils n'ont plus aucun recours». Cela peut «les décourager, les démotiver», soulignait M. Bercier.

Aussi, M. Bercier affirme avoir été «très bouleversé» en se voyant signifier les injonctions hier après-midi, d'autant plus que le syndicat était prêt à calmer le jeu. «On s'était engagé à leur parler. Les piqueteurs ouvraient la ligne et permettaient aux cadres de circuler librement», relatait le dirigeant syndical.

Pour avoir abattu tout un boisé sur le terrain de l'ancienne maison des Dominicains, à Notre-Dame-de-Grâce, le promoteur Gescor risque une peine maximale de 600 \$... soit environ 27 \$ l'arbre.

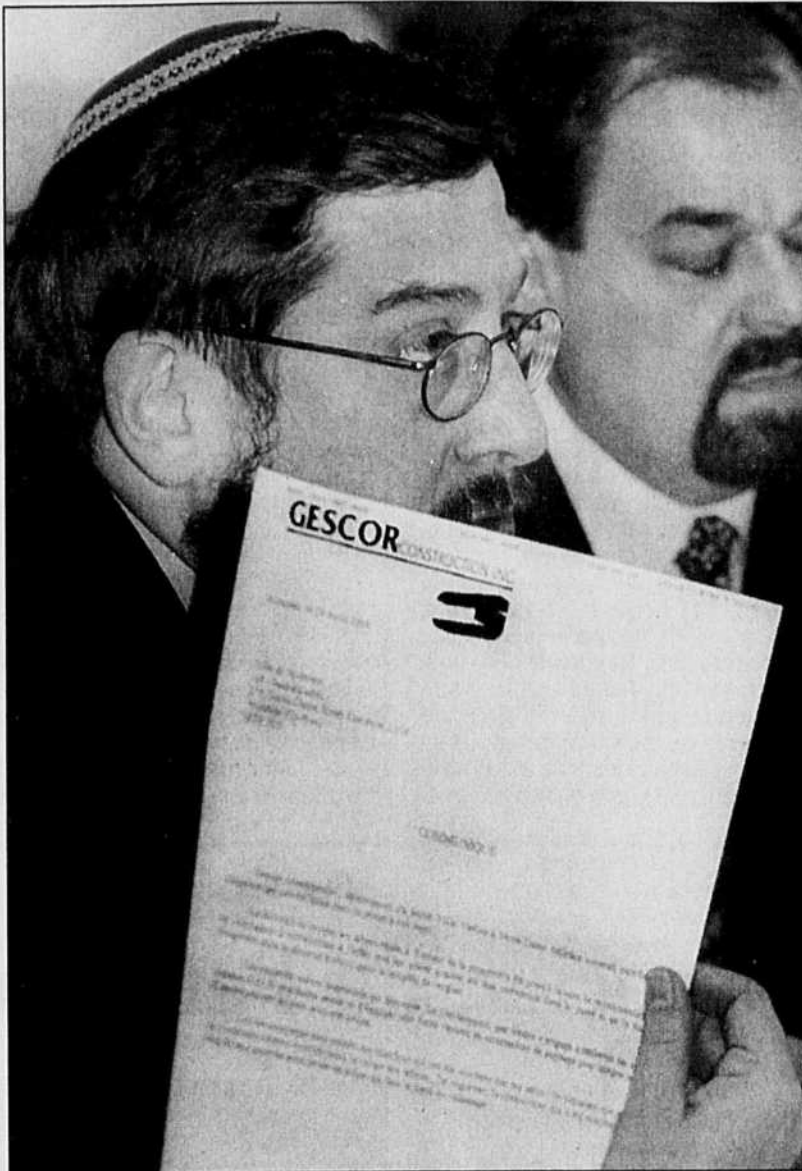
LOUISE LEDUC
LE DEVOIR

Quoiqu'écrivant dans la construction depuis près de trente ans, la firme Gescor, aujourd'hui propriété des frères Tony, Rino et Ricardo Magi, soutient ignorer tout de la nécessaire obtention de permis pour l'abattage d'arbres. C'est ainsi que 22 arbres, tous d'un âge honorable, ont été abattus à la sauvette vendredi, venant s'ajouter aux quatorze autres déjà sacrifiés, ceux-là avec l'autorisation de l'administration Bourque, à l'autel du développement immobilier.

Ne se sentant pas prêts à rencontrer les journalistes, les promoteurs Tony, Rino et Ricardo Magi, de la firme Gescor, ont envoyé au front l'architecte Michelangelo Panzini qui, en leur nom, en conférence de presse, a présenté hier ses excuses à la population montréalaise et promis de replanter d'autres arbres d'âge mûr.

Comment Gescor en est-elle venue à autoriser la coupe des 22 arbres? «Gescor a demandé à une firme d'horticulteurs d'évaluer les arbres en question et de recenser ceux qui devaient être conservés et ceux qui devaient être abattus. Cette firme a dit que tous les arbres en question avaient été mal entretenus, qu'ils étaient malades et qu'ils constituaient un danger», a expliqué M. Panzini.

L'architecte a aussi précisé que la décision d'abattre les 22 arbres avait été prise à la lumière du diagnostic d'un seul arbre, fait par l'entreprise montréalaise Arborcor



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Saulie Zajdel, le responsable des dossiers de développement économique au comité exécutif de la Ville de Montréal, à l'avant-plan, et le président de ce même comité exécutif, Jean Fortier, ne pouvaient hier qu'afficher leur impuissance.

Tree Specialists. Bien que les deux entreprises aient cru être dans leur droit, Arborcor Tree Specialists,

qui vaquait hier à d'autres occupations à l'Hôtel de Ville, il est revenu, comme à l'habitude, au président du comité exécutif, Jean Fortier, de s'expliquer.

«Ça aurait pu se produire dans la cour de votre voisin», a-t-il résumé, ajoutant que les inspecteurs ne pouvaient pas patrouiller Montréal vingt-quatre heures sur vingt-quatre et qu'il revenait aux citoyens d'alerter la Ville de toute situation anormale.

Interrogé sur la futilité de l'amende et sur la pertinence de changer le règlement municipal, Jean Fortier a soutenu qu'à son avis, la perspective d'une amende de 5000 \$ n'aurait rien changé.

Bourque ignore tout
En entrevue hier matin à Radio-Canada, le maire Pierre Bourque, horticulteur de son état, semblait lui-même tout ignorer des règles de l'art et des permis nécessaires en la matière.

Interrogé sur la question, il soutenait qu'il ne croyait pas que des recours étaient possibles contre le promoteur, puisque «c'est un terrain privé».

Très active à Montréal, la firme Gescor aurait de l'avis de M. Panzini, une dizaine de projets en marche, parmi lesquels l'entrepôt frigorifique dans le Vieux-Port.

Gescor a aussi un intérêt marqué pour la conversion du monastère du Précieux-Sang, boulevard Décarie.

Comme le rappelle François Lemay, chargé des communications à la division des permis et inspections à la Ville de Montréal, la Ville ne savait rien de l'intention du promoteur d'abattre ces 22 arbres.

En revanche, Gescor, par l'obtention de son permis de transformation du monastère en condominiums, avait «implicitement reçu la permission d'abattre 14 arbres, soit sept tilleuls, cinq frênes, une épinette et un gros érable, pour la construction d'un stationnement», poursuit M. Lemay.

À ces 14 arbres viennent donc s'ajouter ces 22 autres tombés au combat vendredi: quatre marronniers, 17 érables et une épinette.

En l'absence du maire Bourque,

qui vaquait hier à d'autres occupations à l'Hôtel de Ville, il est revenu, comme à l'habitude, au président du comité exécutif, Jean Fortier, de s'expliquer.

«Ça aurait pu se produire dans la cour de votre voisin», a-t-il résumé, ajoutant que les inspecteurs ne pouvaient pas patrouiller Montréal vingt-quatre heures sur vingt-quatre et qu'il revenait aux citoyens d'alerter la Ville de toute situation anormale.

Interrogé sur la futilité de l'amende et sur la pertinence de changer le règlement municipal, Jean Fortier a soutenu qu'à son avis, la perspective d'une amende de 5000 \$ n'aurait rien changé.

Massacre...
Pour le chef de l'opposition Michel Prescott, cet abattage d'arbres, dans Notre-Dame-de-Grâce, ne sert de prétexte qu'à pire massacre encore. «Cent vingt-cinq arbres seront bientôt coupés pour les fins de construction de condominiums sur le site de la Ferme sous les Noyers!»

Si Vision Montréal a été un peu épargné depuis le début de son deuxième mandat, le parti du maire Pierre Bourque a surtout eu maille à partir avec les écologistes et les défenseurs du patrimoine.

Parmi ses gestes les plus controversés des derniers mois se trouve au premier chef l'autorisation, donnée au groupe Lépine, de construire des unités familiales sur le flanc sud du mont Royal, sur le site de la Ferme sous les noyers.

La fusion des services de l'urbanisme et du développement économique, de même que l'étude d'un projet d'hôtel de 24 étages, rue Sherbrooke, dans le quartier patrimonial du Mille Carré, ont aussi fait mal paraître le parti au pouvoir.

Marie-Victorin perd son programme de sciences de la nature

ÉRIC DESROSIERS
LE DEVOIR

Le Cégep Marie-Victorin mettra vraisemblablement fin à son programme de sciences de la nature l'an prochain. Le conseil d'administration du collège montréalais se prononcera hier soir sur la question à la demande de la direction qui juge que le faible nombre d'inscriptions compromet la qualité de la formation offerte. Opposés à cette mesure définitive, les professeurs reprochent à la direction de ne pas avoir tout tenté pour sauver le programme.

Au cabinet du ministre de l'Éducation, François Legault, on s'en remettrait à la décision du conseil d'administration. «L'accord du ministère

est nécessaire seulement lors de l'ouverture de nouveaux programmes, a précisé le porte-parole Alain Leclerc, par pour leur fermeture.» M. Leclerc fait remarquer que les cégeps qui offrent ce programme ne manquent pas à Montréal, et que celui du Cégep Marie-Victorin a peut-être tout simplement été victime des «lois du marché».

Lors d'une rencontre avec les fonctionnaires du ministère de l'Éducation, le 23 mars dernier, la direction du collège a expliqué sa décision par le fait que la baisse constante des inscriptions au programme compromettrait la qualité de l'enseignement offert. Les inscriptions seraient passées de 113, en 1993, à 34 cette année, réduisant le nombre de professeurs

au département à cinq ou six. Le collège public compte environ 3000 étudiants, principalement inscrits dans des programmes techniques tels que la réadaptation physique et la mode.

Opposition des professeurs

Dans une lettre adressée la semaine dernière aux membres du conseil d'administration, les professeurs du département les ont mis en garde de faire du Cégep Marie-Victorin le premier collège à fermer l'un de ses programmes pré-universitaires, et ce, ironiquement dans le domaine même où s'est tel-

lement illustré celui qui a laissé son nom à l'institution.

Les professeurs reprochent à la direction d'avoir consacré plus d'efforts à préparer la fermeture du programme de sciences de la nature qu'à sa relance. «Les ressources investies par la direction dans la relance ont été dérisoires. Leur prétendu «plan de relance» présenté cet automne était bidon. Le 12 février, on était déjà en train de faire l'évaluation des équipements pour leur vente.»

La situation est d'autant plus choquante, disent les professeurs, que malgré l'inaction de la direction, on a

réussi cette année à maintenir le nombre d'inscription au même niveau que l'an dernier, alors que l'ensemble du secteur préuniversitaire a subi une baisse de 18 %.

Dans un geste dramatique, la direction a convoqué quelques heures avant le vote les représentants des professeurs, des techniciens et des employés pour les avertir que selon un avis juridique qu'elle avait obtenu, ils ne pourraient prendre part au vote pour cause de conflit d'intérêts. Décision qu'entendaient bien contester les principaux intéressés à l'assemblée.

EN BREF

Collecte de manteaux d'hiver

(Le Devoir) — Une collecte de manteaux d'hiver au profit des protégés de l'Accueil Bonneau se tiendra à Montréal jusqu'au 15 avril prochain. «C'est la hantise de toute l'année», confie Sœur Nicole Fournier à propos du besoin de vêtements chauds. Il en faut beaucoup chaque année et ça coûte cher. De cuir ou de laine, longs ou courts, mais pour homme de préférence, les manteaux sont recueillis et entreposés au Centre du Cuir pour Elle et Lui, 1800 avenue du Mont-Royal Est. Les généreux donateurs se verront remettre un certificat cadeau de 50 \$ valable à la boutique où l'on se promet de répéter l'opération l'an prochain.

Accord de principe

(Le Devoir) — Les médecins résidents ont conclu un accord de principe avec Québec, samedi après-midi, au terme d'un sprint de négociations amorcé pour éviter la grève. À défaut d'un accord, les 2000 jeunes médecins devaient entamer un débrayage dès dimanche soir minuit. Les termes de l'entente n'ont pas été dévoilés et resteront secrets tant que la Fédération des médecins résidents du Québec (FMRQ) n'aura pas terminé la consultation de ses membres, au cours de la prochaine semaine.

Gérard BUZAGLO

Essentiel mathématique 216

Un compendium fort utile.

cahier 192 pages - 13,95 \$
corrigé 192 pages - 41,95 \$

LIDEC inc.
(514) 843-5991

En vente dans toutes les librairies

QUINZAINE Du livre En Montérégie

DU 16 AU 30 AVRIL 1999

INFOquinzaine

(450) 651-0694

Pour la programmation détaillée, consultez notre site internet www.aei.ca/~ccm/quinzaine.html

4^e ÉDITION

Porte-parole Bernadette Renaud

Club 402-HOMME

Notre collection printemps-été est arrivée.

PRÊT-À-PORTER POUR HOMMES!

Achetez directement de l'importateur les grandes marques de costumes fabriqués en ITALIE:

De 295 \$ à 499 \$ LE COSTUME!

Tous nos costumes sont taillés dans les plus beaux tissus italiens 100% pure laine avec des coupes exclusives. Finis main dans la tradition artisanale italienne.

Tissus signés:
Cerruti 1881 - Zegna
Marzotto - Zignone etc.

1118, rue Ste-Catherine O., Suite 200, Montréal
(514) 861-3636

Bijouterie Gambard

Vente et service technique

ROLEX GENEVE

Explorer II
en acier

630-A RUE CATHCART, MONTRÉAL, CENTRE VILLE • TÉL.: 866-3876

LE DEVOIR

POLITIQUE

Le printemps de Pékin?



REUTERS

L'ACCUEIL BRUYANT d'une centaine de manifestants n'a pas empêché, hier, le premier ministre chinois Zhou Rongji de profiter de sa visite au magnifique jardin Butchart Gardens, près de Victoria, en Colombie-Britannique. À la sortie d'une rencontre privée avec le visiteur étranger, le premier ministre de la province, Glen Clark, a pressé la Chine de poursuivre ses progrès en matière de respect des droits humains. Ne reculant devant rien, des manifestants ont utilisé un avion pour survoler la délégation chinoise et lui transmettre un message réclamant le respect immédiat des droits humains et le retrait de la Chine du Tibet.

QUINZAINE Du livre En Montérégie

DU 16 AU 30
AVRIL 1999

PARTICIPEZ AU CONCOURS LA DICTÉE TROUÉE
LE DEVOIR / LA QUINZAINE ET COUREZ LA CHANCE
DE GAGNER UN LIVRE DE VOTRE AUTEUR PRÉFÉRÉ.

Extrait tiré du nouveau roman de **Madeleine Ouellette-Michalska**, LES SEPT NUITS DE LAURA, La Pleine Lune, 1999. L'auteure a déjà publié huit romans dont plusieurs ont connu un grand succès ici et à l'étranger, notamment La maison Trestler ou le Be jour d'Amérique (Prix Molson / Académie canadienne française 1984), L'été de l'île de Grâce (Prix France-Québec 1994), La passagère (Prix de la renaissance française 1997).

LA DICTÉE : Laura a le sentiment qu'elle et Christian ainsi (1) pourraient laisser passer sur eux des mois et des années sans sentir le besoin de bouger, de se déplacer ailleurs que là où ils se trouvent, au (2) de la chair, au creux du mystère tangible et insaisissable.

L'union de l' (3) et du sexe, encore jamais (4) avec une telle intensité, rachète les moments de solitude (5) dans les nuits qui se refermaient sur eux sans amour ni tendresse. Et alors que tout (6) leur chair (7) dans l'(8) de la dissolution, et (9) adhérer à une fusion plus vaste encore, la nuit du monde devient leur nuit, leur espace de jouissance et d'abandon.

Mais il (10) a d'abord fallu plonger dans les profondeurs ténébreuses du corps pour revenir à l'(11) première qui les tient rivés l'un à l'autre. Il leur a également fallu revenir aux racines intimes de la langue pour franchir la distance qui les (12) d'eux-mêmes.

Laura le sait pour l'avoir (13) tant de fois: lorsque cessera le (14) qui unit leur chair à la chair du monde, les mots redeviendront nécessaires pour combler les vides qui se reformeront. Elle et Christian recommenceront alors à parler, à mimer le grand jeu de la vie (15) ce que l'absolu silence se rétablit à jamais.

Les réponses: (1): uni, unis. (2): choeur, coeur. (3): âme, ame. (4): perçue, perçus. (5): éprouvée, éprouvés. (6): réjoui, réjouis. (7): anéantie, anéantit. (8): extase, hexase. (9): l'a fait, la fait. (10): leur, leurs. (11): immobilité, imobilité. (12): séparaient, séparait. (13): éprouvé, éprouver. (14): corps-à-corps, corps à corps. (15): jusqu'à, jusqu'à.

POUR PARTICIPER :

Faire parvenir le bulletin de participation complété, sans oublier d'inclure ses coordonnées, avant le 5 mai, à l'adresse suivante :

Quinzaine du livre en Montérégie, 305, rue Saint-Jean, Longueuil (Québec) J4H 2X4
Indiquer CONCOURS DE DICTÉE sur l'enveloppe.

NOM :
ADRESSE :
NO. DE TÉLÉPHONE :
NOM DE L'ÉCOLE :

INFO quinzaine

(450) 651-0694

Pour la programmation détaillée,
consultez notre site Internet
www.aei.ca/~ccm/quinzaine.html

4^e ÉDITION

Porte-parole Bernadette Renaud

ORGANISÉ PAR :

CONSEIL MONTEGÉRIEN
DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

CHA 103.3 FM
La 94.1/10.5

LE DEVOIR

Négociations du secteur public

Pas de cadeau aux infirmières

Jacques Léonard maintient la position de son gouvernement en disant faire confiance aux négociations en cours

Le Québec n'entend pas suivre l'exemple de la Saskatchewan qui vient d'accorder des augmentations de salaires de 6 % aux infirmières après une grève de 10 jours.

MARIO CLOUTIER
DE NOTRE BUREAU
DE QUÉBEC

Québec n'entend pas faire de cadeau particulier aux infirmières dans le cadre des négociations du secteur public. Malgré une menace de débrayage «au moment jugé opportun» des 46 000 membres de la FIQ, le président du Conseil du trésor, Jacques Léonard, maintient la position de son gouvernement en disant faire confiance aux négociations en cours.

Au droit des syndiquées de faire la grève, M. Léonard oppose les contraintes du gouvernement et ses responsabilités. L'exemple de la Saskatchewan, qui vient d'accorder une augmentation salariale de 6 % et de meilleures conditions de travail aux infirmières après 10 jours de grève, ne le séduit guère. Le gouvernement qué-

bécois s'en tient pour l'instant à une hausse salariale de 5 % en trois ans, telle que proposée en mars.

Lors du dépôt du budget Landry, le gouvernement avait annoncé que 160 millions serviraient à créer 2000 postes d'infirmières en convertissant des postes à temps partiel ou surnuméraires. La Fédération des infirmières du Québec (FIQ) soutient toutefois que les hôpitaux refusent de créer ces postes en privilégiant plutôt les heures supplémentaires pour compenser la pénurie d'infirmières.

La conversion des heures supplémentaires en temps normal par l'ajout de postes se fait «dans la mesure du possible», a précisé hier le président du Conseil du trésor. M. Léonard estime que le gouvernement se doit de laisser «une liberté aux directeurs d'établissement». Les différences de besoins entre les différents hôpitaux expli-

quent la nécessité de cette marge de manœuvre, selon lui. Les infirmières croient toutefois qu'une intervention de la ministre de la Santé et des Services sociaux, Pauline Marois, deviendra vite indispensable pour forcer les établissements de santé à afficher les postes vacants.

De son côté, le président du Conseil du trésor soutient que cette situation est débattue entre les négociateurs patronaux et les représentants syndicaux. «C'est en train de se débattre et de se régler», a-t-il soutenu hier en commission parlementaire. Devant la menace de grève, il ajoute: «on n'en est pas là».

Soulignant que 90 % des diplômées en sciences infirmières ont trouvé un emploi l'an dernier, il explique qu'il devrait en être de même cette année. «Nous pensons pouvoir faire face à la situation», affirme-t-il. Le président du Conseil du Trésor se montre d'une prudence extrême quand vient le temps d'aborder sa marge de manœuvre lors des négociations du secteur public. Il explique qu'il est hors de question que son gouvernement re-

viennne au temps des dépenses qui avaient creusé un déficit de six milliards dans les finances publiques.

«Le gouvernement a des responsabilités vis-à-vis des contribuables. [...] Nous estimons que notre offre est raisonnable et que nous pourrions la respecter à l'avenir».

Le gouvernement québécois ne veut pas augmenter les impôts pour financer les augmentations salariales de ses 400 000 syndiqués. En 1999-2000, les budgets prévus à cette fin sont de 141 millions en santé, 90 millions en éducation et 63 millions dans la fonction publique. L'offre de Québec aux employés de l'État totalise 1,3 milliard soit une augmentation salariale de 5 % répartie sur trois ans. Elle est supérieure, souligne M. Léonard, à celle de l'Ontario qui propose une hausse de 4,3 % à ses employés.

En outre, il estime que le secteur public québécois est arrivé à parité avec le secteur privé. La proposition gouvernementale est supérieure à l'inflation et correspond, selon lui, à ce qu'offrent en ce moment les entreprises québécoises à leurs employés syndiqués.

Bourses du millénaire

Négociez, dit Pettigrew à Québec

JULES RICHER
PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Le ministre du Développement des ressources humaines, Pierre Pettigrew, presse le gouvernement québécois d'entamer des négociations avec la Fondation des bourses du millénaire avant que les étudiants du Québec ne l'écopent.

Il estime que Québec n'a qu'à respecter le contenu de la résolution Gauthier adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale et à se mettre à la tâche. «Il y a en ce moment des négociations avec plusieurs provinces et la fondation qui vont très bien. Je pense que c'est important pour les étudiants du Québec que le gouvernement québécois s'assie avec la fondation», a-t-il affirmé à sa sortie des communes, hier.

Une étude, commandée par la fondation et dont le contenu a été dévoilé samedi dans *La Presse*, indique que, si les provinces n'arrivent pas à s'en-



ARCHIVES LE DEVOIR

Pierre Pettigrew: négociations.

tendre avec Ottawa dans les premiers mois de 1999, il sera impossible de distribuer les premières bourses en l'an 2000 comme le prévoit le projet du gouvernement Chrétien.

L'auteur, le professeur David Smith

de l'Université Queen's, note que le Québec n'est pas la seule province à boudier le projet fédéral. Mais, dans les autres cas, des négociations ont néanmoins été entreprises alors que le Québec refuse catégoriquement de s'asseoir à la même table que la fondation. Selon M. Pettigrew, il suffirait de faire «passer le test» de la résolution Gauthier à la Fondation des bourses du millénaire, et à voir ce qu'il arrivera. «Si jamais il y avait un problème, on le constaterait à ce moment-là», note-t-il.

La résolution a été adoptée au printemps dernier et propose une formule pour distribuer les bourses aux étudiants québécois par l'intermédiaire du programme provincial existant.

Québec a refusé jusqu'à maintenant d'entreprendre des pourparlers avec les responsables de la fondation, en soutenant que son seul interlocuteur valable dans ce dossier est le gouvernement fédéral.

Chirac au Nunavut

Paris (PC) — Le président français Jacques Chirac deviendra vraisemblablement, en septembre, le premier chef d'État étranger à se rendre au Nunavut.

L'Élysée a annoncé cette visite hier à l'issue d'un entretien «privé» entre M. Chirac et John Amagoalik, l'un des principaux artisans de la création du nouveau territoire inuit. Le voyage coïncidera avec la tenue du prochain sommet de la Francophonie, à Moncton. John Amagoalik, président de la Commission d'établissement du Nunavut, est arrivé à Paris pour son premier séjour à l'étranger depuis la naissance du Nunavut, le 1^{er} avril. Il a été reçu pendant 45 minutes par le président. L'Élysée a indiqué que les deux hommes ont évoqué les «perspectives de coopération» entre la France et le Nunavut, dans le domaine culturel en particulier.

M. Chirac, a précisé M. Amagoalik, s'est montré «très intéressé par la situation des autochtones du Canada.»

Camps D'été

CAMPS de JOUR ARTISTIQUES

Énfants (à partir de 4 ans) et adolescents
L'école pour tous!
LOUISE LAPIERRE DANSE

Jazz, funky, chanté-dansé, vidéo, mode et théâtre
Spectacle à chaque camp
Tout ce que vous auriez voulu faire à leur âge!

(514) 521-3456
montrealmedia.qc.ca/danseil

Pour réservation publicitaire,
contacter Micheline Ruelland
au 985-3322

Été 1999 (4 à 14 ans)

Arts de la scène Vidéo Informatique Photo Sports

Sciences Activités aquatiques Art

Appellez-nous au 514-254-7131, poste 4611.

COLLEGE DE MAISONNEUVE
3800, rue Sherbrooke Est,
Montréal (Québec) H1X 2A2

je choisis la «Grande Aventure... en Anglais!»

CAMP D'IMMERSION TOTALE EN ANGLAIS

POUR LES JEUNES DE 6 À 17 ANS
BASE DE PLEIN AIR DU LAC PIMBINA À ST-DONAT

(418) 693-0343 ANGLIAN Télécopieur
1-800-Anglian L'ÉCOLE DE LANGUES (418) 693-8165

VOUS VOULEZ QUE VOS ENFANTS SOIENT BILINGUES ?

au camp ANGLIFUN ils apprendront
au camp ANGLIFUN ils s'amuseront!

Pour plus de renseignements Tél: 1-877-777-7FUN - (450)297-3717 - Fax: (450) 297-3374
Internet: http://www.anglofun.qc.ca Courriel: anglofun@interflx.qc.ca

Camp musical d'été de Montréal

Camp de jour pour les 5 à 17
niveaux débutant à avancé
info : 343-7512

The Horse People Inc.

Votre enfant rêve-t-il de chevaux ?
Suivez le rêve avec The Horse People inc.

Les installations du camp d'été incluent :

- 2 anneaux de dressage
- 3 parcours de niveau championnat
- Parcours permanent de chasse et de saut
- Piscine
- Entraîneurs avec certification nationale
- Ratio personnel à campeur de 1:3
- Tout le personnel certifié Ambulance St-Jean
- Programmes de 3, 4, 6 et 8 sem. en résidence

L'endroit idéal pour débuter... L'endroit idéal pour progresser

Les activités de soir incluent : sport, films, feux de camps, danses carrées, jeux. Toutes les cabines avec salle de bain & douche. Accrédité 23 ans OCA & CCA.

Tél.: 1-877-673-5905 (sans frais) Fax: 613-673-4787
ou écrivez à: 3550, 2nd Conc. Rd., Wendenover, Ont. K0A 3K0
courriel: horsefun@fox.nstn.ca www.camp.ca/horsepeople

CAMPS DE JOUR
au Centre sportif de L'UQAM
CET ÉTÉ

MULTISPORTS ▼ SCIENCES ET SPORTS ▼ SOCCER ▼ CIRQUE ET MAGIE

RENSEIGNEMENTS: 514 98-SPORT (987-7678)
www.unites.uqam.ca/sve/AnimationSportive/

LE DEVOIR

LE MONDE

Belgrade boucle plusieurs frontières

L'Allemagne et l'OTAN disent avoir des preuves des exactions serbes

La Russie a réaffirmé hier que la crise du Kosovo «ne peut être résolue militairement», tandis que l'Alliance atlantique défendait de nouveau l'idée d'une guerre de plusieurs mois.

D'APRÈS ASSOCIATED PRESS ET REUTERS

Belgrade — Belgrade a bouclé hier plusieurs frontières utilisées par des dizaines de milliers de réfugiés entre le Kosovo et l'Albanie, la Macédoine et le Monténégro, tandis que l'OTAN a reconnu qu'elle avait pu accidentellement tuer des civils mercredi dernier lors d'une attaque contre un convoi militaire dans la province serbe.

À Bruxelles, le porte-parole de l'Alliance atlantique, Jamie Shea, a laissé entendre que la campagne de bombardements de l'OTAN en Yougoslavie, commencée le 24 mars, pourrait durer «deux à trois mois». «Depuis quand défait-on un dictateur en 24 heures? a-t-il lancé. Il a fallu six ans pour battre le fascisme au cœur de l'Europe au XX^e siècle. Je pense que nous pouvons bien prendre deux ou trois mois pour défaire le président Milosevic.»

La secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright a déclaré que les Etats-Unis cherchaient par ailleurs à empêcher la fourniture de pétrole à la Yougoslavie par les ports monténégrins. Mais plusieurs pays européens s'opposent à l'idée d'un blocus sans mandat spécifique des Nations unies, selon un diplomate européen à Bruxelles.

LOTAN a poursuivi ses frappes malgré le mauvais temps, à Belgrade ou encore Novi Sad, deuxième ville de Serbie. Un pont sur le Danube reliant la Serbie à la Croatie a aussi été visé.

Venu exprès au siège bruxellois de l'Alliance, le général d'aviation américain Dan Leaf, basé à Aviano en Italie, a admis devant la presse qu'il était «possible que des véhicules de type civil aient été touchés et que des civils aient été blessés» mercredi au sud-est de Djakovica, dans l'une des deux attaques menées par des avions alliés. «Nous ne pouvons pas le déterminer clairement. Malgré tous nos efforts, nous ne pouvons pas être parfaits.»

Selon le militaire, certains rapports suggèrent cependant que plusieurs des victimes auraient été tuées par



Un toit dans le village macédonien de Malina pour des enfants albanais venus du Kosovo voisin.

balles et par des obus de mortier. Il a ajouté que l'attaque avait été suspendue lorsque des informations avaient fait état de civils dans le convoi visé, qui était «une cible militaire légitime», a-t-il insisté. Les Serbes ont affirmé que la bavure avait plus d'une soixantaine de morts.

Au Kosovo, Belgrade a fermé et pionné le principal passage frontalier avec l'Albanie, avec laquelle elle a rompu ses relations diplomatiques dimanche. Kris Janowski, porte-parole du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) à Genève, a déclaré que les Serbes renvoyaient vers l'intérieur les réfugiés qui tentaient de passer en Macédoine et au Monténégro.

Enquête sur Milosevic

L'Armée de libération du Kosovo (UCK) a annoncé avoir capturé trois nouveaux prisonniers yougoslaves, dont un Russe portant un uniforme yougoslave.

Selon l'ambassadeur des Etats-Unis chargé des crimes de guerre, «environ 100 000 hommes portés disparus» depuis le début du «nettoyage ethnique» au Kosovo «pourraient avoir été tués» par les forces serbes.

Le président Milosevic ferait l'objet d'une enquête de l'ONU pour crimes de guerre. LOTAN a affirmé posséder des preuves de l'existence de fosses communes.

De son côté, l'Allemagne a remis au tribunal pénal international (TPI) de La Haye sur l'ex-Yougoslavie de «nombreuses preuves» du «nettoyage ethnique». Bonn a ajouté que certains documents montraient que le plan du «Fer à cheval» élaboré en décembre par Slobodan Milosevic prévoyait déjà «l'expulsion systématique de la population albanaise du Kosovo».

Malgré tout, la Russie a poursuivi ses tentatives de médiation. Le président Boris Eltsine s'est entretenu hier au téléphone avec son homologue américain Bill Clinton. «Nous pensons que les Russes ont, diplomatiquement, un rôle très important à jouer», a commenté Joe Lockhart, porte-parole de la Maison Blanche.

Clinton demande six milliards au Congrès

Dans la matinée, M. Eltsine avait estimé que «l'OTAN devait arrêter les bombardements et qu'alors Milosevic s'assoierait à la table des négociations». La crise au Kosovo «ne peut être résolue

militairement», a réaffirmé le ministre russe des Affaires étrangères Igor Ivanov après une réunion de hauts responsables russes au Kremlin.

Bill Clinton a demandé au Congrès 6,05 milliards de dollars au titre de la part américaine de l'offensive de l'OTAN en Yougoslavie et pour fournir de l'aide humanitaire aux réfugiés du Kosovo, a annoncé hier la Maison-Blanche. Ces fonds spéciaux sont censés suffire jusqu'à la fin septembre.

La requête se répartit en 5,46 milliards de dollars pour le département de la Défense, et 591 millions pour le département d'Etat, dont 386 millions seront affectés à l'aide humanitaire, 150 millions à l'assistance aux pays voisins de la Yougoslavie et 35 millions aux opérations du ministère, a ajouté Jack Lew, directeur des services du budget de l'exécutif. Dans l'enveloppe du Pentagone, 34 millions de dollars sont aussi consacrés à de l'aide humanitaire, a-t-il précisé.

Le ministère de la Défense a par ailleurs annoncé que 24 hélicoptères Apache réclamés par l'OTAN pour attaquer les concentrations de blindés et de troupes serbes au Kosovo partiraient aujourd'hui d'Italie vers leur nouvelle base en Albanie.

TURQUIE

Les «loups gris» ont hurlé toute la nuit

La victoire du premier ministre de la gauche nationaliste Bulent Ecevit aux législatives de dimanche se confirmait dans des nouveaux résultats diffusés hier en fin de journée. Selon ces résultats portant sur 25,5 millions de bulletins dépouillés, pour 37,5 millions d'électeurs, son parti de la Gauche démocratique (DSP) emporte 21,8 % des voix, contre 14,6 % aux législatives de 1995. Il est suivi par l'extrême droite de l'Action nationaliste (MHP) avec 17,8 % (8,1 % en 1995), qui fait ainsi son grand retour au Parlement après 22 ans.

JÉRÔME BASTION LIBÉRATION

Istanbul — Les véritables vainqueurs, ce sont eux: ces centaines de supporters faisant avec leurs doigts en l'air la forme d'une tête de loup, le «loup gris» traditionnel emblème de l'extrême droite turque. L'euphorie des sympathisants du Mouvement pour l'action nationale (MHP en turc), qui ont hurlé toute la nuit dans les rues d'Istanbul, d'Ankara et l'Erzurum, est à la mesure de leur propre surprise, et de celle qu'ils ont suscitée.

Même le premier ministre sortant, Bulent Ecevit, dont le Parti de la gauche démocratique arrive en tête avec 21 % des suffrages, s'en est étonné: «Nous savions qu'ils allaient progresser, mais pas à ce point-là!» Avec 18 % des suffrages le MHP double son score de 1995

et devient la deuxième formation du pays, partenaire incontournable pour une future coalition gouvernementale. Cette «explosion», ce «tremblement de terre» comme le présente la presse, les responsables du parti l'expliquent par une moisson faite sur la terre brûlée mais encore fertile des islamistes défaits par le travail de sappe des militaires: «Nous sommes allés dans les bidonvilles et nous avons expliqué que le Parti de la Vertu avait fait causé beaucoup de torts à la religion», explique Koray Aydin, un des responsables du MHP.

Un apport de voix qui vient aussi sans nul doute de l'effondrement du Parti de la Juste Voie (DYP) de Tansu Ciller. Le rejet d'une classe politique surgie au milieu des années 80, discréditée et arrogante par ses intrigues de pouvoir, a créé un appel d'air pour les tenants «de l'ordre et de l'honneur national». Le MHP a largement conquis ses électeurs dans l'Anatolie centrale et profonde, comme jadis les islamistes du Refah.

Les déçus de la libéralisation de la politique, de la modernisation anarchique de la société turque, de l'ouverture «ratée» à l'Europe et à l'Occident se jettent aujourd'hui dans les bras des «Loups Gris» qui prônent le retour sur les valeurs traditionnelles.

En trente ans d'histoire, les ultranationalistes n'ont jamais connu tel succès électoral. Leur meilleur score remonte à 1961, quand ils obtinrent 14 % de voix après un coup d'Etat auquel l'ancien leader du mouvement, le Colonel Alparslan Türkeş, était directement associé. Ils navigueront ensuite autour de 5 % de la représen-

tation nationale, ce qui ne les a pas empêché d'être régulièrement associés au pouvoir, dans des coalitions gouvernementales le plus souvent minoritaires. Ainsi en 1975, Türkeş devint vice-premier ministre, aux côtés de l'islamiste Necmettin Erbakan dirigeant alors le Parti de salut national et de l'actuel président de la République Süleyman Demirel.

Dans les violences entre gauchistes et nationalistes, qui durent jusqu'au coup d'Etat de septembre 1980, les «Loups Gris», les gros bras du MHP, ont pris plus que leur part. Beaucoup d'entre eux se sont reconvertis ensuite dans le Milieu mais leur influence dans les services de sécurité est de notoriété publique.

En mai 97, Alparslan Türkeş, «le commandant» pour ses inconditionnels, meurt et bénéficie de funérailles nationales. Devlet Bahçeli, 51 ans, a pris le

contrôle du parti l'an dernier. Fondateur en 67 du Foyer des Idéalistes, véritable nom des «Loups Gris», cet économiste est censé avoir «redonné visage humain» à une formation jusque là associée aux exactions de ses gangs armés. «Le MHP s'attache à apparaître plus modéré», nuance Etienne Copeaux, socio-politologue à l'Institut français de recherches anatoliennes d'Istanbul, «mais la base reste largement fascisante. On y observe notamment les mêmes réflexes xénophobes et anti-occidentaux qui nourrissent depuis toujours son discours.»

Ce nationalisme outrancier ne représente pas un obstacle pour Bulent Ecevit, leader de la gauche Démocratique, actuel et sans aucun doute futur premier ministre. Leur identité de vue sur les thèmes nationalistes est presque entière. Il en va de même sur la délicate question kurde: ils sont tous deux farouches adversaires de toute sorte de concession aux Kurdes.

Il ne faut attendre de leur part aucun assouplissement de la position actuelle. Leur succès électoral n'est d'ailleurs pas étranger à l'atmosphère de déchaînement nationaliste et anti-kurde qui a précédé et entouré l'arrestation d'Abdullah Öcalan, le 15 février dernier.

Qu'en sera-t-il quand le Parti de la démocratie du peuple (Hadep, pro-kurde) prendra ses fonctions dans les nombreuses mairies qu'il a remportées dans le sud-est. Déjà, dans les slogans qui ponctuaient la victoire du MHP, dimanche soir, pouvait-on entendre: «A mort le Hadep, à mort le PKK!»

Place à la «République de Berlin»

Avec l'inauguration du Reichstag rénové, le chancelier Schröder estime que l'Allemagne a achevé sa réunification

ARNAUD LEPARMENTIER LE MONDE

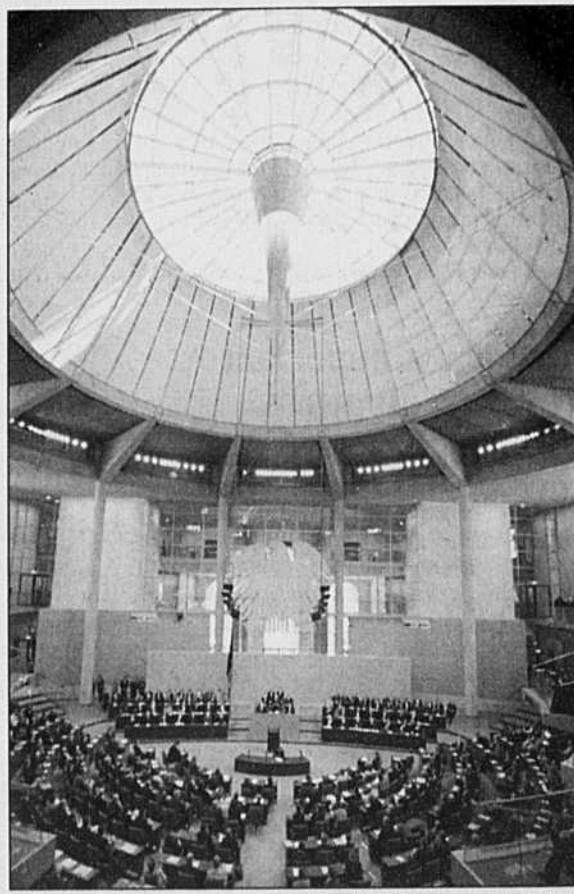
Bonn — «De Bonn, nous allons transporter à Berlin une transparence démocratique vécue, vivante», déclarait le chancelier Schröder le 10 novembre 1998, lors de sa déclaration de politique générale, précisant que la coupole de verre qui surplombe le Reichstag «devrait être un symbole de la nouvelle ouverture et de la rénovation démocratique de ce bâtiment chargé par l'Histoire». Cinq mois plus tard, la classe politique allemande se retrouvait à Berlin, hier, pour inaugurer le Reichstag, nom conservé du bâtiment, qui abritera le Bundestag, la Chambre basse du Parlement déménagé de Bonn.

Cet événement donne le coup d'envoi du passage de la capitale fédérale de Bonn à Berlin, qui s'étalera sur près de deux ans. Il donne naissance à la République de Berlin, qui prend la suite de la République provisoire de Bonn, cinquante ans après la naissance de la République fédérale d'Allemagne, dix ans après la chute du mur de Berlin.

Les clés du bâtiment devaient être confiées, hier en fin de matinée, au président du Bundestag, Wolfgang Thierse. Le Reichstag devait ensuite être béni par un évêque catholique et un prêtre protestant. Dans la foulée, au cours d'un premier débat parlementaire, le chancelier devait tenir un discours sur l'achèvement de l'unité allemande.

La classe politique s'efforce de démontrer que le Reichstag est symbole de démocratie, alors que les heures les plus noires de l'Allemagne lui sont souvent associées. Dans l'imaginaire collectif, le Reichstag, c'est avant tout l'incendie criminel du bâtiment, le 27 février 1933, à peine un mois après l'arrivée de Hitler au pouvoir.

Accusant les communistes d'être responsables de l'incendie, les nazis en profitèrent pour proclamer l'Etat d'urgence et suspendre les libertés dès le lendemain. Un militant communiste néerlandais, Marinus van der Lubbe, sera accusé de l'incendie, et exécuté en 1934, sans que sa culpabilité soit établie. L'un des diri-



La classe politique s'efforce de démontrer que le Reichstag est symbole de démocratie.

geants de l'Internationale communiste, le Bulgare Gueorgui Dimitrov, arrêté à Berlin, fut acquitté, à l'issue d'un procès retentissant, où il retourna l'accusation contre les nazis, et en particulier Hermann Göring, alors président du Reichstag et ministre de l'Intérieur de Prusse. Aujourd'hui, de nombreux journaux, comme le Stern, n'attribuent toutefois pas la responsabilité de l'incendie aux nazis.

Le Reichstag, c'est aussi ce soldat de l'armée Rouge plantant le 30 avril 1945 un drapeau au sommet du bâtiment, avec en arrière-plan Berlin détruite - en réalité, la scène a été reconstituée le 2 mai pour servir la propagande soviétique. Une image qui, loin de sonner comme une libération, rappelle l'Europe dévastée et annonce la guerre froide.

Situé à la limite du secteur occi-

dental de Berlin, le Reichstag est séparé de la porte de Brandebourg par le mur. Reconstitué dans les années 60, il restera inutilisé jusqu'à la réunification, les Alliés y ayant interdit toute séance plénière du Parlement. Il faut attendre le 3 octobre 1990, lendemain de l'unification, pour que le Parlement de toute l'Allemagne y siège, pour la première fois depuis cinquante-sept ans.

Les Allemands s'efforcent d'atténuer le sombre passé de l'institution. Ils rappellent qu'il était haï par les nazis. Saluant dans le Reichstag un îlot de volonté démocratique dans un empire autoritaire, la presse raconte les efforts de cette institution pour s'imposer face à l'empereur, après la proclamation de la République de Weimar. Le Reichstag est de nouveau utilisé par la fragile République, mais les nazis et les communistes y sont majoritaires dès 1930.

«Il n'y a plus de Reich» Alors que l'Allemagne de Gerhard Schröder tente d'assumer son passé, le nom «Reichstag» ne va pas encore de soi. Selon un sondage du Spiegel réalisé en mars, 60 % des Allemands se sont déclarés favorables au nom «Bundestag», 32 % à celui de «Reichstag». Pendant des mois, l'Allemagne s'est demandé s'il fallait débaptiser le bâtiment. «Je suis contre», a déclaré en mars Gerhard Schröder, arguant que le nom de «Reichstag» était ancré dans l'usage courant et que c'était une mauvaise habitude du Parti social-démocrate de «montrer le peuple du doigt», reprochant aux Allemands d'être «trop coincés» face à leur histoire. Le président du Parlement, Wolfgang Thierse, a mené en vain une croisade pour changer le nom du bâtiment. «Il n'y a plus de Reich, mais un Etat fédéral», a-t-il expliqué.

Le pays n'est pas complètement rassuré. Le quotidien conservateur Die Welt a publié un long article intitulé «Qui a peur de la République de Berlin?», s'efforçant de répondre que tous les voisins de l'Allemagne, de l'Ouest et de l'Est, sont sereins. Les Allemands se sont aussi interrogés sur la forme à donner à l'aigle qui trône désormais dans le Reichstag. Celui-ci ne risquait-il pas de ressembler à un volatile menaçant, un oiseau chéti ou une poule trop grasse? Le président du Bundestag s'est voulu rassurant: «En dépit de son apparence à Berlin, l'oiseau n'est pas devenu plus agressif.» Pour faire taire les critiques, dans son discours, M. Thierse, qui est originaire de RDA, compte faire du Reichstag un symbole de l'unité allemande. «Pendant la séparation, le bâtiment vide du Reichstag était un symbole de l'envie non apaisée d'une unification démocratique de l'Allemagne», a déclaré M. Thierse au Berliner Morgenpost. Pendant une très longue partie de ma vie, je n'ai vu le bâtiment que du côté est de la ville. Un bâtiment qui était noir, mais sur lequel le drapeau allemand flottait. Le Reichstag était un objet d'aspiration à la liberté et à la démocratie.»

CRISE DANS LES BALKANS

AIDEZ LA CROIX-ROUGE À VENIR EN AIDE AUX GENS DANS LE BESOIN.



Pour faire un don en argent pour les secours aux Balkans:

composez 1 800 418-1111 (jour et nuit); ou adressez-vous à une section locale de la Croix-Rouge; ou faites un don à n'importe laquelle des grandes banques.



Croix-Rouge canadienne
www.croixrouge.ca

IDÉES

Réplique au Comité scientifique Cholestaction Québec

Allez vous faire cuire un œuf!

On sait depuis 15 ans au moins que le cholestérol de l'œuf n'a aucune influence sur le taux de cholestérol sanguin chez ceux qui ont une alimentation déjà riche en cholestérol d'autres provenances

DANIEL PINARD
Animateur de Ciel mon Pinard

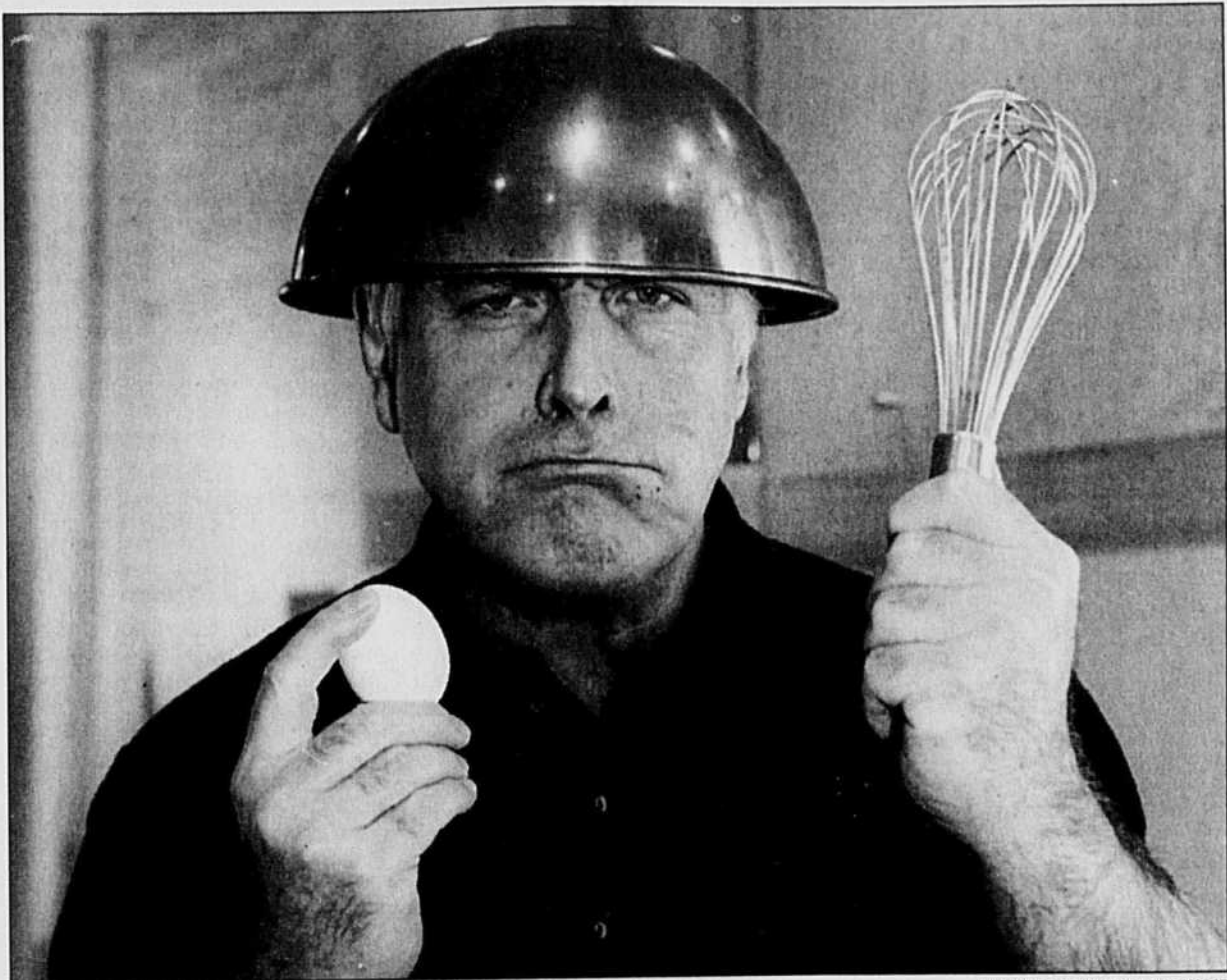
Premier d'une série de trois textes

Sous le titre *Ciel, attention au cholestérol*, M. Pinard le Dr Jean Davignon et la diététiste Nicole Leboeuf, du «Comité scientifique Cholestaction Québec», me prenaient à partie dans *La Presse* du 7 avril 1999 pour avoir osé dire (*Ciel mon Pinard*, le 29 janvier 1999) qu'on peut manger deux ou trois œufs par jour sans problème alors que de nombreuses études montrent que le cholestérol alimentaire, y compris le cholestérol de l'œuf peut contribuer à augmenter le cholestérol sanguin.

D'abord quelques mots sur les qualités nutritionnelles de l'œuf. Riche en protéines de haute valeur biologique (7 g pour 60 g) l'œuf est une source importante de phosphore (110 mg), de fer (1,3 mg) et de vitamines (A, D, E, K, et B). Les deux tiers de ses acides gras sont insaturés (mono-insaturés et polyinsaturés) avec notamment présence d'acide linoléique et alpha linoléique, et de phospholipides (lécithines) utiles au bon fonctionnement des membranes cellulaires et du tissu nerveux. Peu énergétique (de 85 à 90 kcal pour 60 g) l'œuf nourrit bien sans faire grossir. Pour ce qui est des qualités organoleptiques de l'œuf elles font l'unanimité. Que dire des avantages comparatifs de l'œuf qui devraient le placer sans conteste au tout premier rang des aliments recommandables pour son rapport qualité/prix ce qui n'est pas sans importance en ces temps de misère. En somme, comme naguère la «chaussure Corbeil», un œuf c'est beau, bon, pas cher!

Hélas, rien n'est parfait surtout pas l'œuf puisqu'il est très riche en cholestérol (250 mg pour 60 g) de quoi faire frémir d'horreur l'establishment nord-américain de la cholestérophobie l'American Heart Association, la Fondation des maladies du cœur du Canada, la Fondation des maladies du cœur du Québec, l'Ordre des diététistes du Québec et *tutti quanti* qui recommandent à l'unisson qu'on s'en tienne à une consommation «raisonnable de trois ou quatre œufs par semaine». «En consommer une douzaine ou plus par semaine peut faire problème en particulier pour les gens à risque et ceux qui ont un taux de cholestérol élevé», me disent les censeurs de Cholestaction, grands défenseurs du Dogme.

Quant à moi, je persiste et je signe pour affirmer au contraire qu'on sait depuis 15 ans au moins que le cholestérol de l'œuf n'a aucune influence sur le taux de cholestérol sanguin chez ceux qui, comme la très grande majorité des Nord-Américains et des Européens, ont une alimentation déjà riche en cholestérol d'autres provenances: poissons, crustacés, coquillages, viandes et produits laitiers¹. Et ce pour la simple raison que l'organisme humain ne peut absorber plus de 250 mg de cholestérol alimentaire par jour, le reste étant éliminé par les voies naturelles. Voilà qui explique pourquoi les gros consommateurs d'œufs ne courent pas plus de risques d'atteintes cardiaques que ceux qui s'en abstiennent ou en mangent très peu. 250 mg c'est ce que contient un seul jaune d'œuf. Qu'on en mange deux, trois ou même plus par 24 heures ne change rien par conséquent. Tant et si bien qu'on n'hésite pas, outre Atlantique, à affirmer que même «des sujets modérément hypercholestérolémiques peuvent manger en toute impunité pour leur cholestérolémie plus de trois œufs par jour». D'autant plus qu'on sait que le cholestérol sanguin ne trouve sa source



En somme, comme naguère la «chaussure Corbeil», un œuf c'est beau, bon, pas cher!

que pour 25 à 30 % dans le cholestérol alimentaire, le reste étant fabriqué par le foie à partir de graisses saturées. Mieux encore, on sait que l'élimination complète du cholestérol alimentaire est immédiatement compensée chez l'individu normal par un mécanisme de régulation endogène qui fait que le foie augmente tout simplement sa production².

Seules exceptions qui confirment la règle les «hyperabsorbants», ces rares individus affligés d'un phénotype particulier chez qui la réduction diététique du cholestérol s'accompagne d'une baisse significative de la cholestérolémie. Ces sujets doivent limiter leur cholestérol alimentaire, moins de 300 mg de cholestérol par jour, soit l'équivalent d'un jaune d'œuf. Plutôt que de chercher à imposer à toute la population des recommandations qui ne s'appliquent qu'à une infime minorité il faut par conséquent mieux chercher à recenser les «hyperabsorbants» pour leur recommander de limiter leur consommation quotidienne de cholestérol à moins de 300 mg par jour³.

En guise de conclusion, qu'on me permette de m'adresser à la Fédération des producteurs d'œufs du Québec, dont le silence ne cesse de m'étonner. Pire encore, on semble se soumettre sans rechigner au terrorisme de l'establishment de la cholestérophobie nord américaine. A preuve ce slogan «Je craque pour toi mon coco» qui nous propose de céder aux charmes de l'œuf comme si manger un œuf était en quelque sorte succomber à la tentation. Si les moyens vous manquent pour répondre aux assauts du comité scientifique de la riche coalition Cholestac-

tion Québec, sachez que vous pouvez trouver, outre Atlantique, les renforts qu'il vous faut. Adressez-vous au Comité national pour la promotion de l'œuf (CNPO-France) qui vient de se doter d'un comité scientifique hors pair qui vous permettra enfin de prendre la défense à la fois du public et des producteurs d'œufs⁴. Est-il nécessaire de vous rappeler qu'on ne fait pas d'omelettes sans casser d'œufs et que pour réussir à faire mousser sa cause le fouet peut s'avérer nécessaire.

- (1) *Eggs, serum cholesterol, and coronary heart Disease* (Dawber, Nickerson, Brand and Pool, Department of Preventive Medicine and Epidemiology, Boston University School of Medicine and The Department of Prevention and Social Medicine, Harvard Medical School. The American Journal of Clinical Nutrition 36, Octobre 1982)
- (2) Dr Jean-Michel Borys, *Le Quotidien du médecin*, 29 avril 1997, d'après une communication de E. Graff (Israël) au 4^e symposium international de Washington «On Multiple Risk Factors in Cardiovascular Disease».
- (3) Ces très rares hyperabsorbants sont faciles à recenser sans qu'il soit nécessaire de procéder à une analyse génétique. Il suffit tout simplement comme le suggère le Dr Jean Michel Borys à ses collègues lecteurs de «doser leur cholestérol sous régime pauvre en cholestérol, puis enrichi avec deux œufs par jour. Si la différence est importante, la modération s'impose» (*Le Quotidien du médecin*, le 29 avril 1997).
- (4) *Le Quotidien du médecin*, 3 mars 1999.

Ententes Québec-Kahnawake

Les ententes avec Joe Norton sont-elles une condition gagnante?

Si c'est cela, les Premières Nations pourraient embarquer sans se compromettre et assumer les désengagements appropriés

RAPHAËL PICARD

Innu de la Première Nation de Betsiamites
et consultant sur les questions autochtones

Le chef Joe Norton du Conseil Mohawk de Kahnawake a signé avec le gouvernement du Québec une série d'ententes dites «sectorielles». Plusieurs observateurs et autant de leaders amérindiens ont vainement tenté d'analyser ce geste et de le situer en fonction de ce que seront les éventuels rapports des autres communautés et nations amérindiennes avec le Québec.

A première vue, l'on serait tenté de percevoir cette attitude de détente de la part du chef Norton comme un virage primordial et, tout aussi imprévu par rapport à son discours traditionnel, fermé à toute collaboration avec tout ce qui se dit «québécois».

Ce sur quoi tout le monde s'entend, à la suite de ces accords sectoriels, est le fait que le climat autour de Montréal sera plus serein puisqu'une partie des dossiers réglés sont de nature à alléger les appréhensions et, surtout, les craintes de revivre des conflits.

Mais, il y a plus. La résistance du chef Norton à vivre sous le joug des juridictions et des lois du Québec n'a pas été altérée par ces ententes et la prépondérance des pouvoirs du Conseil Mohawk a été reconnue sur des matières et des champs d'interventions qu'aucun autre conseil de Première Nation n'a pu obtenir jusqu'ici comme les pouvoirs d'émission de permis d'exploitation de commerces d'alcool ou de vente de cigarettes et d'une carte d'identité pour fins d'exemption de la taxe de vente du Québec dans et hors réserve.

L'application des lois québécoises sur le territoire mo-

hawk ne constitue pas le fondement de ces ententes puisqu'elles donnent une latitude extrême aux personnes qui auront à les appliquer et à les gérer. Et sur cela, le chef Norton avait pleinement conscience qu'aucune des ses positions antérieures ne serait diluée. Sa stratégie a été de convenir afin de régler ces irritants qui nuisaient autant au gouvernement du Québec qu'à l'image mohawk et de profiter de cette occasion pour maintenir ses positions fondamentales tout en augmentant sa capacité d'obtenir des concessions du fiduciaire fédéral.

Certains représentants fédéraux se sont offusqués de l'extension de l'exemption de la taxe de vente hors des limites de la réserve. Cette extension place le fédéral au pied du mur. Il reste à savoir si Ottawa permettra que cette extension s'applique également à la TPS fédérale. Les Mohawks auront le fédéral à l'œil. Il faut noter que Bernard Landry a aussi demandé à Ottawa de l'imiter à cet égard. L'entente sur la fiscalité a les allures d'une injonction pour Ottawa.

Mais comment les autres Premières Nations perçoivent-elles ces ententes sectorielles? Celles qui sont en négociation sur un règlement territorial et qui visent un règlement global devraient constater qu'aucun des règlements ponctuels ne contrarie leur démarche. Ces ententes servent même à fortifier leurs positions sur différents sujets parce qu'elles verront jusqu'au Québec peut aller, notamment dans le secteur de la fiscalité, principale source de revenus pour les éventuels gouvernements autonomes.

Les autres Premières Nations pourraient imiter les Mohawks de Kahnawake, user de stratagèmes pour ne pas reculer par rapport à leurs positions de base, obtenir des avantages ponctuels de Québec tout en mettant des pressions supplémentaires sur le gouvernement fédéral.

Les représentants du Québec affirment que ces en-

tentes ponctuelles serviront de modèle à d'autres démarches de négociations avec les autres Premières Nations. Mais il est illusoire de penser que celles-ci collaboreront sans mettre de l'avant leurs propres préoccupations, d'une toute autre nature. Le cas par cas peut aboutir à une perversion de la démarche dont les résultats peuvent être disparates et accoucher d'une somme de règlements désarticulés et qui ne résoudreient que des problèmes propres à chacune des Premières Nations. Le cas échéant, ces ententes ponctuelles ne régleraient que des litiges spécifiques et cette approche ferait fi du contrat social et politique que les Premières Nations ont toujours recherché.

Le fil conducteur existant à cette heure-ci est la volonté du Québec de tendre la main aux Premières Nations. A ne pas en douter, le ministre Guy Chevrette est très actif présentement sur ces dossiers orphelins et en conséquence défie constamment le gouvernement fédéral d'en faire autant. Sur ce fond d'activisme légitime, le Québec est en offensive pour mettre en relief sa très «grande préoccupation du sort des autochtones» et défier le Canada de «contre réagir» sur ce terrain semé de traquenards.

Sur ce fond de flirt, le chef Norton a emboîté le pas et saisi l'occasion d'augmenter sa capacité de prendre en charge des dossiers qui végétaient depuis des lunes tout en ulcérant le fédéral.

Le dynamisme du Québec à harmoniser ses relations avec les autochtones et à faire transparaître dans l'opinion publique de ne pas s'inquiéter ne serait-il pas l'une des conditions gagnantes à la tenue d'un futur référendum?

Si c'est cela, les Premières Nations pourraient embarquer sans se compromettre et assumer les désengagements appropriés. Tout comme le chef Norton.



Chantal Hébert

Babar au pays des dauphins

La guerre du flétan, vous vous en souvenez? C'était au début du premier mandat de Jean Chrétien. Brian Tobin, alors ministre fédéral des Pêches, s'était couvert de gloire en Robin des Bois maritime et le Canada avait écrit unilatéralement un paragraphe de droit international.

Tout cela pour donner un sens au douloureux moratoire imposé aux pêcheurs de la côte Est en forçant le reste de la planète, en particulier l'Europe, à laisser une chance à la ressource de reprendre du poil de la bête.

Et bien, voilà que, pour le prix d'une poignée de timbres, le Canada aurait apparemment pu s'épargner l'épisode. C'est tout au moins ce qu'avance le magnat des communications Charles Sirois à la page 130 de son récent essai *Passage obligé*.

Selon lui, il aurait en effet suffi qu'Ottawa transmette ses données sur l'état alarmant des stocks de poisson aux pêcheurs canadiens pour que ces derniers remettent leurs filets jusqu'à nouvel ordre.

M. Sirois ne le dit pas mais on présume forcément que, dans son esprit, la décision de pêcheurs du Canada se serait alors imposée par osmose à leurs rivaux européens. Ces mêmes gens, sur qui un moratoire étayé par des recherches accablantes a eu l'effet de l'eau sur le dos d'un canard, se seraient inclinés comme un seul homme devant un comportement canadien aussi volontaire qu'exemplaire.

Car, voilà, peut-on lire en substance dans son ouvrage, un exemple de comment l'approche «organique» qu'il préconise réduirait les interventions des gouvernements.

Trop beau pour être vrai? Evidemment, comme le sait bien quiconque a le moindre suivi le déchirant débat des pêches. Et si M. Sirois prend de gros raccourcis pour adapter la réalité passée à ses théories, il n'est guère moins élastique dans sa pensée pour l'avenir. Il estime ainsi que le filet de sécurité sociale a eu pour effet de «désresponsabiliser» les citoyens. A l'appui de sa thèse, il évoque avec nostalgie l'époque où les familles prenaient à leur charge leurs membres les plus faibles, en particulier leurs parents âgés, plutôt que de s'en remettre à un quelconque système.

L'explication vise à démontrer que, quand les mailles étaient tissées moins serrées, les citoyens en prenaient davantage sur leurs épaules. Sans doute, mais la démonstration escamote le fait incontestable que le régime d'antan reposait sur le dos, commodément large, des femmes, qui se contentaient comme salaire de leur labeur du titre peu coûteux de «reines du foyer».

A sa décharge, M. Sirois offrirait un peu plus à ceux à qui il demanderait désormais de recommencer à marcher sans filet sur la corde raide de la nécessité d'assurer leur propre subsistance tout en gérant les aléas de la famille, des caprices de l'emploi, ou même de leur propre usure physique. Il leur verserait un peu moins que le salaire minimum.

M. Sirois propose en effet de substituer un revenu garanti, inférieur au salaire minimum mais universel, à tous les programmes existants, de l'aide sociale à la pension de retraite en passant, présume-t-on, par le congé de maternité.

Selon ce modèle, ceux qui seraient assez agiles pour s'accrocher sans jamais défaillir à un gagne-pain s'en tireraient aussi bien et peut-être mieux qu'aujourd'hui. Mais un décrochage, volontaire ou accidentel, ramènerait automatiquement le citoyen à la case-départ d'une indemnité de survie. Un véritable jeu de serpents et échelles sur l'échiquier de la vie!

C'est une partie qui commencerait le plus tôt possible. M. Sirois propose de transformer les étudiants en clients en leur faisant payer l'ensemble des coûts de leur éducation post-secondaire.

Dans son système, la majorité, qui n'aurait plus les moyens de se payer des études supérieures, pourrait contracter des prêts à l'Etat. Cet endettement décuplé serait, selon lui, largement compensé par le fait que les étudiants, devenus consommateurs, seraient en mesure d'exiger d'en avoir pour leur argent.

Mais selon quel critère peut-on juger qu'un cours de sociologie est plus performant qu'un autre et à quelle page de ses lectures un étudiant en littérature peut-il juger avoir trouvé son compte? L'histoire ne le précise pas.

Tout cela dit, la contribution de M. Sirois a quand même l'immense mérite de contribuer à résoudre au moins un mystère.

La politique, à Québec comme à Ottawa, est jonchée de dépouilles de canards boiteux issus des milieux d'affaires et à qui la politique n'a pas réussi. La cuvée de Jacques Parizeau n'a pas résisté à un seul mandat. Celle de Robert Bourassa avant lui avait également largement tourné au vinaigre. On attend encore de voir si François Legault, recrue-vedette de Lucien Bouchard, s'en tirera mieux que ses congénères.

Or, dans son livre, M. Sirois fait une analogie entre la génétique et les organisations du prochain siècle. Selon lui, elles sont dotées d'un code génétique propre et rejettent les corps qui ne sont pas dotés de facultés leur permettant de s'y adapter.

Il y a un an, le Parti libéral du Québec, Jean Charest en tête, était à genoux devant Charles Sirois à l'implorer de se lancer en politique. A lire ses prescriptions, on comprend qu'il s'est au moins inspiré de ses propres théories pour résister à la tentation. Dans l'état actuel de son code génétique idéologique, il apporte la courte vue d'un éléphant à un art qui exige la subtilité du radar d'un dauphin.

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs et lectrices. Etant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 7000 signes (y compris les espaces) ou 1000 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Louis Lapierre (adjoint au directeur de l'information), Sylvain Blanchard, Jean Charrier (vie urbaine), Yves d'Avignon (sports); Paule des Rivières (éducation); Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement); Judith Lachapelle, Louise Le-duc, Kathleen Lévesque (actualités politiques municipales); Caroline Montpetit, Isabelle Paré (santé); Jean Fichette (justice); Serge Truffaut (questions urbaines); Odile Tremblay (horizons); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques); Martin Ducloux et Christine Dumazet (lecteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographies); à l'information culturelle: Michel Bélar (responsable), Stéphane Baillargeon (théâtre, danse), Paul Cauchon (médias), Marie-Andrée Chouinard (livres et politiques culturelles); Brian Myles (cinéma); Jean-Pierre Legault, Clément Trudel (my-Dumazet); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information); Robert Dufresne, Benoît Munger, François Normand, Claude Turcotte; à l'information internationale: Jocelyn Coulon (adjoint au directeur de l'information); Guy Taillefer (éditorialiste); Claude Lévesque; à l'information politique: Pierre O'Neill, Manon Cornélius (correspondante parlementaire à Ottawa), Mario Cloutier et Gilles Lesage (correspondants parlementaires à Québec); Michel Venne (correspondant parlementaire et éditorialiste à Québec); Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Julie Tremblay, Marie-Claude Petit (compilateur); Christiane Legault, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Chantal Rainville, Micheline Ruelland, Sébastien Saint-Hilaire (publicitaires); Manon Blanchette-Turcotte, Geneviève Landry, Sylvie Laporte, Micheline Turgeon; Martine Bérubé (secrétaire); Jacqueline Avril, Jean de Billy, Gyslaina Côté, Marlène Côté, Louane Lami (production); Marie-France Turgeon (responsable de la production); Claudine Bédard, Philippe Borne, Johanne Brunet, Richard Des Cormiers, Christian Goulet, Marie-Josée Hudon, Christian Vien, Yanick Martel, Olivier Zaida. SERVICE À LA CLIENTÈLE Johanne Briens (responsable), Hélène Gervais, Evelyn Labonté (responsable à la promotion des abonnements), Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc-Venne. L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Jeanne-Arc Houde (secrétaire à la direction); Céline Furoy, Patrick Inkel (contrôleur); Ghislaine Lafleur, Danielle Nantel (secrétaire administrative), Nathalie Perrier, Danielle Ponton, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR Marcel Couture (président), Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

CANADIEN

SUITE DE LA PAGE 1

Avant même que les débats proprement dits ne commencent — alors qu'ils ont déjà été retardés d'un mois —, le TAQ doit déterminer si la preuve que souhaite produire Molson l'entraînera hors de son champ de compétence. Les commissaires ont pris la requête en délibéré jusqu'à ce matin.

Dans l'intervalle, les avocats ont mené bataille de part et d'autre.

Se référant largement au rapport d'expertise de l'adversaire, en prenant grand soin de ne pas révéler d'informations frappées jusqu'à présent d'une ordonnance de non-publication, M^r Brunet en a cité des passages révélateurs. Ainsi, les experts embauchés par Molson indiquent que le Centre Molson est accessoire dans l'exploitation d'une franchise qui est seule à avoir une valeur: un club de hockey, ça se déménage, ça se vend.

La liste des éléments fondamentaux à prendre en compte dans l'évaluation du Canadien mentionnés dans le rapport, le montre clairement: le Centre Molson n'est qu'un élément parmi d'autres (l'historique de la franchise, la diversité des sources de revenus, les marchés desservis, la qualité des hockeyeurs, la réputation du club, la croissance antérieure et projetée, les contrats de télévision).

«Vous devez vous prononcer sur le salaire des joueurs, sur le programme d'aide aux équipes canadiennes de la Ligue nationale de hockey, sur la qualité de l'équipe de direction, prévient M^r Brunet. Ce dernier souligne également que le TAQ aura à apprécier les comparaisons établies par Molson entre le Canadien et trois autres franchises: l'Avalanche du Colorado, les Coyotes de Phoenix et les Flyers de Philadelphie.

Pierre Galaro a donc répliqué, au nom de Molson, qu'il y a une «relation symbiotique» entre le Centre Molson et le Canadien, que ce sont deux entités chapeautées par la même entreprise, que si on vend l'un, on vend l'autre.

Pour Molson, qui prétend que son amphithéâtre construit pour quelque 235 millions ne vaut plus que 35 millions, ce lien prend une ampleur telle qu'elle laisse entendre que le Centre Molson n'a aucune vie utile sans les joueurs de hockey. Or, le Centre Molson a une vocation plus diversifiée: Céline Dion, les Rolling Stones et les Harlem Globe Trotters s'y sont produits.

Dans une plaidoirie quelque peu échevelée, M^r Galaro a soutenu que le TAQ avait une compétence suffisamment large pour juger de la valeur de l'entreprise. «Nos vis-à-vis mélangent les moyens et le résultat. [...] Vous êtes maîtres du chemin à parcourir pour obtenir la conclusion [soit de fixer une valeur foncière]», a déclaré M^r Galaro en s'adressant aux commissaires.

Souhaitant une approche particulière, Pierre Galaro a poursuivi: «Ce n'est pas une cause comme les autres. [...] C'est un animal particulier d'une importance certaine.»

De fait, ce litige sort de l'ordinaire. Insatisfaits du compte de taxes foncières à payer après avoir déménagé du forum, les propriétaires du Centre Molson ont tenté, deux fois plutôt qu'une, de négocier un compromis avec le gouvernement du Québec et la Ville de Montréal. Mais le tollé populaire soulevé a forcé la volte-face politique, laissant Molson en plan.

En s'engageant dans la contestation juridique, Molson place la Ville de Montréal et par conséquent, les contribuables, dans une mauvaise posture. Montréal risque de rembourser au moins 50 millions si le TAQ devait donner raison à Molson. Montréal n'a que 30 millions de réserve pour faire face à l'ensemble des contestations en cours pour une valeur totale de 1,2 milliard.

La Communauté urbaine de Montréal a établi la valeur du Centre Molson à 177,6 millions. Molson prétend qu'il faut soustraire de ce montant la valeur du Canadien et parvenir à une valeur foncière de 35 millions. Cet écart ferait passer la facture annuelle du Centre Molson de près de 10 millions à moins d'un million.

SUITE DE LA PAGE 1

Le ministre fédéral des Affaires intergouvernementales, Stéphane Dion, trouve pour sa part l'approche bloquiste boiteuse. Le Bloc, dit-il, affirme ne vouloir exclure personne de sa définition de Québécois mais défend en même temps un projet destiné donner aux francophones un pays où ils seront majoritaires. «Pourquoi leur mouvement existe? Pour répondre à cette question, il faut réintroduire des notions, sinon ethniques, certainement linguistiques parce que la seule raison pour laquelle on pourrait vouloir la sécession — toutes les autres sont des paravents — c'est que cette majorité francophone pourrait être la majorité d'un pays», a-t-il dit au Devoir.

Mais le Bloc n'a pas que des détracteurs. Le Mouvement national des Québécois et le groupe Génération Québec, deux organisations souverainistes, estiment que le débat amorcé en fin de semaine par le parti de Gilles Duceppe est d'actualité et ils entendent y contribuer à leur façon. La présidente du MNQ, Louise Paquette, et le vice-président de Génération Québec, Jean Lemoine, pensent que le mouvement souverainiste peut en sortir grand et non le contraire.

Le Bloc a lancé son débat par la diffusion d'un document de réflexion qui soutient qu'est Québécois toute personne qui vit au Québec. Il recommandait aussi de cesser de faire référence au peuple fondateur de 1867, composé essentiellement de Canadiens français, pour parler du peuple québécois d'aujourd'hui.

Guy Bouthillier, lui, est catégorique. «Je veux bien définir le Québec, mais les Québécois, ça m'intéresse beaucoup moins. [...] Pendant qu'on se pose ces questions, on ne se bat pas pour faire du Québec un pays. Faisons du Québec un pays, créons un État, donnons par conséquent à cet État une citoyenneté et tous ceux qui seront citoyens de cet État seront Québécois. Point», a-t-il dit.

SUITE DE LA PAGE 1

«Évidemment, les bombes [en Yougoslavie] n'aident en rien les gens d'ici à vivre ensemble», affirme l'avocat en droit international Jean Lavoie, un Québécois joint à Sarajevo où il travaille auprès de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), responsable de l'implantation du système électoral prévu par les accords de paix.

Dans la capitale, les habitants se sentent prisonniers. L'aéroport de Sarajevo a été rouvert au milieu de la semaine dernière, les vols commerciaux reprennent au compte-gouttes «en appliquant des tarifs exorbitants». Ils avaient tous été annulés dès le début des frappes de l'OTAN. Pour laisser passer les bombes. «Les gens ont peur de voir le conflit déborder et de ne pouvoir y échapper. Ils se sentent coincés, emprisonnés. Il y a une longue file d'attente au bureau des passeports de la capitale. Les gens prennent leurs précautions. Au cas où...»

L'une des seules façons de quitter la Bosnie par les temps qui courent consiste à remonter en voiture par la côte adriatique vers la Croatie et d'aller prendre l'avion à Zagreb. En prenant soin de contourner la Republika Srpska (RS), l'enclave serbe qui forme, avec la Fédération croato-musulmane, ce pays qu'on appelle la Bosnie-Herzégovine: la RS est interdite d'accès, «les nationalistes serbes», dit Jean Lavoie, sont très nerveux.

Comment les habitants de Sarajevo pourraient-ils avoir oublié le long siège de leur ville, qui commença en 1992 et les obligea à survivre dans l'isolement pendant trois interminables hivers? Le souvenir en est encore vif. Pour ravitailler la population encerclée par les forces bosnaises que soutenait Slobodan Milosevic, le Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR) dut organiser un pont aérien qui dura trois ans et demi. Plus longtemps que celui de Berlin. La plus longue opération dans l'histoire de l'aide humanitaire. Sans doute ce siège les a-t-il rendus un peu claustrophobes.

Aussi, on se tient tranquille dans ce Sarajevo dont la majorité de la population est musulmane. «Les musulmans se sont défendus pendant la guerre. Ils ne sont pas, culturellement, des gens belliqueux.» S'il y a une panique, dit Jean Lavoie, on n'en voit pas les signes extérieurs. Comme pour ne pas jeter d'huile sur le feu. «Les gens essaient de ne pas y penser.» Ils continuent de vaquer à leurs occupations, à faire leurs courses, à envahir les rues le soir. Suivent les événements dans la presse locale et internationale, se branchent sur leur télé par satellite pour regarder CNN et la BBC. Pas de manifestations anti-serbes, pas d'expression manifeste de solidarité avec les Kosovars, pas de plaisir particulier, en somme, à voir la Serbie se faire rendre la monnaie de sa

SUITE DE LA PAGE 1

Rarement la télé est-elle considérée comme un objet offensif. Une seule des mères interrogées se réjouit sans nuance de la déteinte que peuvent se payer mari et enfants grâce au petit écran.

«C'est le fun, les dessins animés... puis, ils rient à part ça! Ça rend les gens heureux, même! Des fois, tu reviens du travail fatigué, puis tu regardes quelque chose de drôle à la télé. Les enfants, ça les détend aussi», dit une mère.

Plus typique sans doute serait cette femme qui menace périodiquement — sans s'y résoudre — d'annuler l'abonnement au câble à cause de Télétoon.

«Des fois, il faut que je me choque, pour lui dire que c'est assez parce qu'il est toujours sur la télé.» Si les jeunes garçons aiment le sang et les aventures, les filles préfèrent, en général, les téléromans qui peuvent faire l'objet de certaines discussions.

«Une fois, il y avait un personnage qui était enceinte dans l'histoire, sa mère la mettait dehors. Ma fille me demanda: toi maman tu vas pas me faire ça? — Eh bien, j'ai dit que je ne le ferais pas... je ne vois pas pourquoi je te mettrais dehors, tu es ma fille, tu vas toujours rester.»

La violence ne peut naturellement pas être contournée lorsqu'il est question de télévision. En fait, il ressort de l'étude que les parents sont plus démunis devant les contenus à connotation sexuelle que devant les scènes de vio-

BLOC

Ces débats sur l'identité, dit-il, entraînent seulement le risque de voir les divergences de vues entre souverainistes exploitées par les fédéralistes. La réflexion peut être intéressante sur le plan théorique, ajoute-t-il, mais dans l'arène politique, «cela devient une arme dans les mains de nos adversaires [...] pour qui toutes les occasions sont bonnes pour transformer un mot en missile».

Selon lui, «le Canada a transformé en maladie chronique la réflexion sur l'identité avec ses questions sur qui est Canadien français ou Canadien», et le Bloc est tombé dans ce travers.

Stéphane Dion ne conteste pas la définition offerte par le Bloc. Il est plutôt surpris que les souverainistes aient pris tant de temps pour la promouvoir. Et il est sceptique. Il ne croit pas en effet au caractère inclusif du projet souverainiste puisqu'il implique, selon lui, l'exclusion de l'identité canadienne, ce qui ne lui «apparaît pas légitime». Il trouve même «odieux de demander à certains de [ses] concitoyens de faire cet exercice alors qu'ils n'en ont pas envie».

«Ça ne sert à rien de le masquer avec des concepts à la mode. [...] Ils sont mal à l'aise à l'égard de cette idée que finalement leur projet est un projet de pulsion majoritaire», affirme-t-il. Si M. Dion a des doutes sur la démarche bloquiste, il n'en a pas sur celle de son propre parti qui, en fin de semaine à Saint-Hyacinthe, s'est penché sur la question de l'identité canadienne. La différence, soutient-il, c'est que cette réflexion ne s'inscrit pas dans un processus de dépeuplement d'un projet de sécession.

Elle fait plutôt écho à ce qui se fait dans d'autres pays. «Le Canada entier est une petite nation, c'est-à-dire [selon un auteur] une nation incertaine dont l'identité n'a jamais été assurée et qui y tient. C'est une réflexion qu'on doit toujours avoir: où on se situe par rapport aux grandes tendances culturelles à travers le monde, où on se situe face à nous-mêmes», explique-t-il.

Jean Lemoine ne voit rien de neuf dans la définition of-

ferre par le Bloc. Pour lui, elle va de soi. Mais contrairement à M. Dion, il ne pense pas qu'une réflexion sur l'identité québécoise soit incompatible avec la promotion de la souveraineté du Québec.

«La question de la langue française ne peut être évacuée de la question de la souveraineté. S'il n'y avait pas une majorité de langue française au Québec, s'il n'y en avait jamais eu, je ne pense pas qu'aujourd'hui — c'est une vérité de la Palice — qu'on serait en train de se demander si on veut que le peuple québécois devienne souverain. La question de la langue française est fondamentale mais on veut débattre pour aller au-delà des formules réductrices. La majorité d'expression française, aujourd'hui, ne se compose pas que de Canadiens français.» Son groupe n'a d'ailleurs pas attendu le Bloc pour s'intéresser à cette question puisqu'il tiendra samedi prochain un atelier sur «La génération 101 et la souveraineté».

Louise Paquette juge l'exercice «utile». Il peut paraître évident, pour certains, qu'est Québécois qui vit au Québec, mais «ce n'est pas aussi clair pour tout le monde», dit-elle. Elle soutient qu'il ne s'agit toutefois pas de nier ce qui distingue le Québec du reste du pays ni ce qui a motivé le mouvement souverainiste, à savoir «une majorité partageant une langue, une culture, une histoire». «La notion d'identité est influencée par la majorité, avec sa langue et sa culture, mais on cherche à faire en sorte que ce soit plutôt un instrument d'inclusion», poursuit-elle.

Mme Paquette ne craint pas les déchirements bien qu'elle admette qu'une minorité de souverainistes puissent rejeter une définition large de l'identité. Comme M. Lemoine, elle ne croit pas non plus que cet exercice vise seulement à courtiser les communautés culturelles. «Pour les rejoindre, il faudra plus que ça, plus qu'un simple énoncé», note-elle. «Nous sommes un groupe, pas un parti, et on n'est donc pas en position pour faire des démarches électorales», renchérit Jean Lemoine.

SARAJEVO



Une maison détruite par un obus de l'OTAN à Prijanovci, à 170 km au sud-ouest de Belgrade.

pièce. «Les gens ne souhaitent à personne ce qu'il leur est arrivé.» N'empêche, les réfugiés affluent en Bosnie. Ils seraient 14 000 à avoir franchi la frontière. La gare centrale des autobus de Sarajevo est pleine à craquer.

La Bosnie minée

La guerre bosniaque a pris fin en novembre 1995 dans la foulée des bombardements aériens de l'OTAN, qui ont achevé de convaincre Milosevic de renoncer à son rêve grand serbe. Dans les tous derniers mois de cette guerre, 7400 hommes ont été massacrés, en juillet 1995, par les forces serbes après la chute de l'enclave sous protection onusienne de Srebrenica; près de 200 000 Serbes ont été chassés, à

partir du mois suivant, par l'offensive croate dans la région de Krajina, sur la côte Adriatique; et un tir de mortier sur le marché de Sarajevo, le 28 août 1995, faisait 38 morts — un événement dont le poids médiatique a précipité les choses. C'est pour ne pas répéter les erreurs commises en Bosnie que l'OTAN dit aujourd'hui agir au Kosovo.

Au propre comme au figuré, la Bosnie reste à ce jour un terrain miné. Miné par un million d'engins explosifs enterrés dans 30 000 champs de mines. Sarajevo compte à elle seule 1400 zones minées, y compris dans ses quartiers les plus fréquentés.

Miné parce que la guerre a gravement endommagé 60 % des habitations, la moitié des écoles et le tiers des hôpitaux, détruit

ponts, usines, routes, et créé un chômage qui touche en maints endroits l'énorme majorité de la population active, donnant aux mafias toute liberté de fleurir. La reconstruction, à laquelle la communauté internationale a consacré une enveloppe de 5,1 milliards sur trois ans, est lente. Dans ces conditions, la seule présence internationale constitue un moteur important de l'économie.

Miné et menacé, enfin, par l'échec des efforts de réintégration dans leur lieu d'origine des centaines de milliers de personnes déracinées par le conflit. Elles étaient 1,8 million à la fin de la guerre, dont 700 000 qui avaient quitté l'ex-Yougoslavie pour se réfugier en Europe ou ailleurs. Moins du tiers d'entre elles sont rentrées ou ont regagné leur foyers.

L'année 1998 avait été déclarée l'«Année du retour». Un échec, notait-on dans le dernier numéro de la revue *Réfugiés*, publié par le Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés. Seulement 100 000 réfugiés, moins de la moitié du nombre escompté, sont rentrés. «Plus inquiétant encore, note la revue, seuls 30 000 d'entre eux ont pu retourner dans des régions à présent dominées par un autre groupe ethnique. Selon le HCR, la plupart des 1,2 million de personnes qui attendent de rentrer chez elles sont dans la même situation: leur village est sous contrôle d'un groupe différent.» Sur le terrain, les interlocuteurs du HCR sont souvent les ultranationalistes de tous bords qui prônaient pendant la guerre le nettoyage ethnique. En faisant mine de se conformer aux accords, «ils ont remplacé les fusils par les tracaseries administratives».

Aussi, 1999 est-elle considérée comme l'année de la dernière chance. Le retour des minorités dans leur lieu d'origine continue officiellement d'être considéré comme la clé d'une paix durable dans la région. Plus discrètement, la communauté internationale commence à s'interroger sur le réalisme de sa démarche, tant la guerre a bouleversé la structure sociale du pays. Ses efforts pour redessiner une Bosnie multiethnique sont en outre compliqués par le phénomène d'urbanisation massive provoqué par les combats. Avant la guerre, 61 % de la population vivait en zone rurale; la majorité habite aujourd'hui en ville. Il ne peut pas non plus être tenu pour acquis que tous les déplacés souhaitent rentrer chez eux: un peu plus du tiers d'entre eux, selon une étude, souhaiteraient vendre leur ancien logement et s'installer ailleurs. Au risque de se faire accuser de compléter la tâche des tenants de la stricte séparation ethnique, certains parmi les gouvernements européens donnent des signes de résignation en ne cachant plus que la solution la plus simple serait de faciliter la réinstallation des déplacés là où leur ethnie est dominante.

PETIT ÉCRAN

lence. Et plus démunis devant les images que devant les écarts de langage.

Souvent, les parents jouent le rôle de médiateur devant des émissions violentes, en expliquant par exemple à leurs enfants que l'ouragan qu'ils voient à la télé, qui provoque des dizaines de morts, ne risque pas de se produire ici. L'interdiction est également l'option de plusieurs, surtout pour de jeunes enfants.

Les parents sont plus démunis devant les scènes à connotation sexuelle et dans ce cas «les parents censurent parce qu'ils se sentent désarmés».

«L'intervention des parents quant aux contenus sexuellement explicites demeure plus délicate en comparaison, par exemple, des observations qu'ils peuvent faire à leurs enfants à propos des écarts de langage entre les émissions et les habitudes familiales», rapporte André Caron.

Le groupe de l'Université de Montréal ne s'attarde pas beaucoup au fait que les différents membres d'une famille écoutent beaucoup la télévision chacun de leur côté. Le père dans le salon, les ados en bas au sous-sol et la mère dans la chambre à coucher ou dans la cuisine.

On y rapporte simplement que dans une famille, le fait de ne pas regarder la télé ensemble est attribué à des causes différentes par les parents et les enfants.

«Les parents expliquent leur comportement par le fait que les enfants ont, à leur âge, davantage besoin d'autonomie.

Les enfants expliquent l'absence des parents du fait qu'ils travaillent.» Autoreprésentation positive ou réel désir des parents de respecter leurs grands enfants? Difficile à dire. Mais une chose est claire et c'est que la télévision est de plus en plus une activité solitaire.

Claude Bédard, qui fut très longtemps directeur de la grille des émissions pour Radio-Canada et qui a maintenant sa maison de production, constate que si l'écoute peut être familiale pendant le repas, cette unité éclate sitôt la dernière bouchée avalée.

Il arrive que les jeunes et leurs parents aillent regarder la même émission chacun de leur côté. «Les ados sont très pudiques et ne tiennent pas à voir telle ou telle scène devant leurs parents», dit Claude Bédard. De plus, ils ne tiennent pas à entendre des commentaires du genre: «As-tu vu le petit calice? J'espère que toi tu fais pas des choses comme cela.»

«Dans les familles où il n'y a pas d'autorité, dit cet observateur averti de la scène télévisuelle, le tube écran détruit ce que la famille avait construit.» À l'âge des chaînes spécialisées et de la baisse du prix du téléviseur, le côté rassembleur que revêtait la télé à ses débuts fait désormais place à un axe solitaire.

«Les jeunes s'enfermaient dans leur chambre pour faire jouer leur pickup; aujourd'hui, ils s'enferment dans leur chambre pour regarder la télévision», constate Claude Bédard.



S.V.P. Assurez-vous de recycler ce papier journal.

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du Devoir: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courrier électronique redaction@ledevoir.com
Pour l'agenda culturel (514) 985-3551

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 8h à 16h30
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Quebecor LaSalle, 7743, rue de Bourdeau, division de Imprimeries Quebecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Quebecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.